



Comptes nationaux de la santé 2002

Annie FENINA et Yves GEFFROY

sommaire

Introduction	PRÉSENTATION DES COMPTES DE LA SANTÉ	5
	<i>La consommation médicale totale</i>	5
	<i>La dépense courante de santé</i>	5
	<i>Avertissement</i>	6
Première partie	LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	9
	I. La consommation de soins hospitaliers	13
	I.1 • La consommation	14
	I.2 • L'activité hospitalière	15
	I.3 • Les sections médicalisées	18
	II. La consommation de soins ambulatoires	21
	II.1 • Les soins de médecins	21
	II.2 • Les soins de dentistes	23
	II.3 • Les prescriptions	25
	• Les auxiliaires médicaux	25
	- les soins infirmiers	26
	- les soins des masseurs-kinésithérapeutes	27
	- les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes	27
	• Les laboratoires d'analyses	27
	• Les cures thermales	28
	III. Les transports sanitaires	29
	IV. Les médicaments	31
	V. Les autres biens médicaux	33
	• Optique	27
	• Prothèse, orthèse, VHP	28
	• Petits matériels et pansements	28
	VI. La consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique	35
	La dépense courante de santé	37
Deuxième partie	LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	39
	I. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	41
	II. Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	43
	III. Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires	45
	IV. Structure de financement des distributeurs de biens médicaux	47
Annexes	49
Tableaux détaillés	73

LISTE DES TABLEAUX DU COMPTE DE LA SANTÉ 2000

Tableau 01 •	Consommation médicale totale	10
Tableau 02 •	Évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé	10
Tableau 03 •	Structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	11
Tableau 04 •	Contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	12
Tableau 05 •	Consommation de soins et de biens médicaux : évolution en volume	12
Tableau 06 •	Consommation de soins hospitaliers dans le secteur public	14
Tableau 07 •	Consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé	15
Tableau 08 •	Évolution de l'activité en Médecine Chirurgie Obstétrique	16
Tableau 09 •	Durée moyenne de séjours en Médecine Chirurgie Obstétrique	16
Tableau 10 •	Évolution du nombre de journées par spécialité	17
Tableau 11 •	Nombre de lits en sections médicalisées	19
Tableau 12 •	Structure et nombre des établissements médicalisés	19
Tableau 13 •	Évolution des soins en sections médicalisées	19
Tableau 14 •	Évolution des soins ambulatoires	21
Tableau 15 •	Évolution de la consommation de soins de médecins	21
Tableau 16 •	Honoraires moyens des médecins APE	22
Tableau 17 •	Dépassements par médecin APE	22
Tableau 18 •	Effectifs de médecins par mode conventionnel	23
Tableau 19 •	Évolution de la consommation de soins dentaires	24
Tableau 20 •	Honoraires moyens des dentistes APE	24
Tableau 21 •	Part des dépassements dans les honoraires dentaires	24
Tableau 22 •	Effectifs des chirurgiens dentistes libéraux	25
Tableau 23 •	Évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux	25
Tableau 24 •	Évolution du nombre d'auxiliaires médicaux	26
Tableau 25 •	Évolution de la consommation d'analyses de laboratoires	27
Tableau 26 •	Évolution du nombre de laboratoires	28
Tableau 27 •	Évolution de la consommation de cures thermales	28
Tableau 28 •	Évolution de la consommation de transports de malades	29
Tableau 29 •	Évolution de la consommation de médicaments	31
Tableau 30 •	Indice des prix des spécialités pharmaceutiques	32
Tableau 31 •	Évolution de la consommation des autres biens médicaux	33
Tableau 32 •	Consommation de services de médecine préventive	35
Tableau 33 •	Dépense courante de santé	38
Tableau 34 •	Évolution et structure de la dépense courante de santé	38
Tableau 35 •	Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	41
Tableau 36 •	Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	43
Tableau 37 •	Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)	45
Tableau 38 •	Structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)	47

introduction ■

présentation des comptes de la santé

Les Comptes de la santé sont un des comptes satellites de la Comptabilité nationale.

Ils retracent la production et le financement de la fonction santé.

Au sens de la Comptabilité nationale, celle-ci se limite au traitement et/ou à la prévention d'une perturbation de l'état de santé.

Les activités du secteur médico-social (enfance inadaptée, adultes handicapés...) n'y sont pas incluses.

Le Compte de la santé privilégie deux grands agrégats :

- la consommation médicale totale
(dont la consommation de soins et de biens médicaux)
- la dépense courante de santé

La consommation médicale totale

Elle représente la valeur totale des biens et services médicaux consommés sur le territoire national - y compris les DOM - par les résidents et les non-résidents pour la satisfaction des besoins individuels. Elle est estimée à travers les sommes, d'origines publiques ou privées, qui en sont la contrepartie. Le retrait de la médecine préventive de l'agrégat permet d'obtenir la consommation de soins et de biens médicaux.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs publics et privés pour la fonction santé. À la consommation médicale totale elle ajoute les indemnités journalières, les subventions reçues, la recherche, l'enseignement et la gestion administrative de la santé.

La dépense nationale de santé (cf. infra page 37) est un concept proche de la dépense courante de santé. Il est utilisé dans les comparaisons internationales.

Avertissement

Comme l'ensemble de la Comptabilité nationale, les Comptes de la santé reposent sur un système d'évaluation triennal glissant. Chaque année *n*, on estime un compte provisoire pour l'année *n-1*, fondé sur les informations disponibles, puis un compte semi-définitif de l'année *n-2* qui est une révision du compte provisoire intégrant des données plus complètes. Enfin un compte définitif de l'année *n-3* révisé le compte semi-définitif.

Ainsi en 2003, on estime un compte provisoire pour 2002, un compte semi-définitif pour 2001 et on arrête un compte définitif pour 2000.

Périodiquement les Comptes nationaux changent de base. Cet exercice est destiné à revoir les concepts, la méthodologie et l'évaluation des séries. Il corrige les inévitables erreurs intervenues lors de la base précédente et intègre des sources d'information plus récentes. La base actuelle des Comptes nationaux est la base 95 dont la première évaluation a été le compte provisoire de l'année 1998.

Toutefois, en raison de difficultés de calendrier, l'ensemble des révisions de la nouvelle base des Comptes de la santé n'a pu être intégré dans le cadre central de la Comptabilité nationale (en particulier, dans l'évaluation des soins hospitaliers privés, des soins ambulatoires, des transports de malades et des « autres biens médicaux »). Des différences demeurent entre les Comptes de la santé estimés en base 95 et le cadre central.

Pour 2002, les points techniques suivants méritent d'être soulignés :

- pour les mutuelles, les dernières données disponibles sont relatives à 2001. Les évolutions de l'année 2002 ont donc été estimées ;
- les comptes de l'hôpital ont été réalisés à partir de données de l'INSEE et de données comptables fournies par la Direction de la comptabilité publique ;
- le Système national inter-régimes (SNIR) fourni par la CNAMTS pour l'année 2002 est provisoire ;
- les Comptes nationaux de la santé ont été arrêtés avec les données disponibles le 2 juillet 2003.

Ce rapport est organisé de la manière suivante :

- une première partie présente l'évaluation de la consommation médicale totale et de ses principales composantes : soins hospitaliers publics et privés, soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux), médicaments et « autres biens médicaux », dépenses individualisables de médecine préventive. Elle décrit également la dépense courante de santé, sa structure et son évolution.
- une deuxième partie analyse le financement de la dépense courante de santé.

Pour faciliter l'utilisation de certains concepts, les développements suivants présentent de manière simplifiée les différences entre, d'une part les objectifs de dépenses de santé et, d'autre part, l'estimation de la consommation finale de soins et biens médicaux présentée dans les Comptes de la santé.

1 - ONDAM

L'ONDAM est l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie. Mis en place pour la première fois en 1997, il est fixé pour l'ensemble des régimes d'assurance maladie. Son montant est déterminé chaque année par le Parlement dans la Loi de financement de la Sécurité sociale. L'ONDAM est décliné par secteur :

- soins de ville,
- établissements sanitaires sous dotation globale,
- établissements du secteur médico-social,
- cliniques privées.

Chaque année les dépenses réelles sont comparées aux objectifs, globalement et par enveloppe.

L'ONDAM diffère, quant au champ, aux concepts et au mode de comptabilisation des dépenses des Comptes de la santé.

En premier lieu, ces dernières excluent de leur champ le secteur médico-social (excepté les dépenses des sections de cure médicale des établissements pour personnes âgées), mais incluent toutes les prestations. Au contraire des Comptes de la santé, l'ONDAM, par exemple, ne comprend pas les prestations en espèces de l'assurance maternité, ni les dépenses de prévention individualisables.

En second lieu, les comptes fournissent une estimation de la consommation finale de soins de santé alors que l'ONDAM ne comptabilise que les seules dépenses de l'assurance maladie. L'approche des Comptes de la santé est donc plus large. À côté des dépenses prises en charge par la Sécurité sociale on y recense celles de l'État et des collectivités locales (dont la CMU), des régimes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) et celles des ménages eux-mêmes. La consommation de soins de santé en est l'exacte contrepartie.

En 2002, l'ONDAM est calculé, comme dans les Comptes de la santé, en dates de soins, à la faveur du passage des agrégats de la Loi de financement de la Sécurité sociale en comptabilité de droits constatés.

L'ONDAM et les Comptes de la santé ont cependant des finalités et des champs distincts. Une comparaison brute de leurs chiffres, que ce soit en niveau ou en évolution, n'est donc ni possible, ni pertinente sans précaution méthodologique.

2 - LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS SOUS DOTATION GLOBALE

En ce qui concerne les établissements de santé sous dotation globale, cette dotation est prise en compte dans les Comptes de la santé.

Elle y apparaît lors de l'étude du financement du secteur public hospitalier et de celui des consultations externes dans les hôpitaux publics. Mais les comptes s'attachent avant tout à estimer la consommation finale de soins hospitaliers. Par convention, dans le secteur non-marchand, celle-ci est égale à la production (salaires, consommations intermédiaires, impôts, amortissements...) diminuée des ventes.

1^{ère} partie

LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE

Ce grand agrégat se compose de la consommation de soins et de biens médicaux (soins hospitaliers, soins ambulatoires, médicaments, autres) et de celle de la médecine préventive.

La consommation médicale totale, qui comprend la consommation de soins et de biens médicaux et les dépenses de médecine préventive, s'élève en 2002 à 138,8 milliards d'euros soit une progression en valeur de 6,3 % sur 2001 (tableau 1). La consommation médicale totale par personne s'élève à 2 266 euros (progression en valeur de 5,8 % sur 2001).

■ La hausse de la consommation médicale totale est supérieure à celle enregistrée en 2001 (5,7 %). Sa part dans le PIB s'accroît de 0,29 point en 2002 pour atteindre 9,13 % du PIB (tableau 2). La moindre croissance du PIB en 2002, qui a progressé de 3,1 % en valeur contre 3,9 % en 2001, intervient pour partie dans cette augmentation.

tableau 01 ● consommation médicale totale (évolution en valeur et en % et montants en 2002)

	2000	2001	2002	Montants 2002 en millions d'euros
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	3,3	4,3	5,9	60 742
• Publics	3,6	4,5	5,3	46 877
• Privés	1,3	2,9	6,6	11 574
• Sections médicalisées	8,1	6,3	16,2	2 292
2 - SOINS AMBULATOIRES	4,5	5,1	7,4	36 206
• Médecins	3,9	3,0	7,0	16 939
• Auxiliaires médicaux	6,7	5,6	9,3	7 489
• Dentistes	3,8	8,8	5,7	7 557
• Analyses	7,3	6,7	10,2	3 317
• Cures thermales	-2,3	4,0	1,8	904
3 - TRANSPORTS DE MALADES	8,8	8,8	9,6	2 221
4 - MÉDICAMENTS	9,5	7,9	5,1	28 572
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	13,9	11,7	9,3	8 077
• Optique	14,0	10,8	4,8	3 758
• Prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	10,7	9,3	9,4	2 037
• Petits matériels et pansements	17,3	15,9	17,4	2 282
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	5,5	5,7	6,4	135 818
6 - MÉDECINE PRÉVENTIVE	4,3	4,5	4,9	2 963
• Médecine préventive et de dépistage	4,3	4,3	5,3	2 666
<i>Médecine du travail</i>	4,7	4,3	3,6	1 294
<i>Médecine scolaire</i>	3,0	7,0	3,9	440
<i>PMI et planning familial</i>	3,0	3,0	11,3	512
<i>Dépistage et vaccins</i>	6,1	3,1	5,2	419
• Programmes spécifiques de santé publique	4,1	6,3	1,4	297
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	5,5	5,7	6,3	138 781
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (P.I.B.)	4,8	3,9	3,1	1 520 800

Source : DREES, Comptes de la santé.

tableau 02 ● évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé (en %)

	1990	1995	2000	2001	2002
Part dans le PIB					
• de la consommation de soins et de biens médicaux	7,80	8,60	8,51	8,65	8,93
• de la consommation médicale totale	7,90	8,80	8,70	8,84	9,13
Part de la consommation de soins et de biens médicaux dans la consommation effective des ménages	11,4	12,4	12,4	12,6	12,9

Source : DREES, Comptes de la santé.

La consommation de soins et biens médicaux représente l'essentiel de la consommation médicale totale et atteint, en 2002, 135,8 milliards d'euros, soit 2 218 euros par habitant. Elle progresse par rapport à 2001 de 6,4 % en valeur et de 3,9 % en volume. Elle représente 8,93 % du PIB. La part de la consommation de soins et biens médicaux dans la consommation effective des ménages atteint, en 2002, 12,88 %, soit 0,29 point de plus qu'en 2001.

La structure de la consommation de soins et biens médicaux évolue peu depuis trois ans. On observe cependant un léger recul de la part de l'hôpital et la quasi-stabilité de celle des soins ambulatoires et des médicaments. Les autres biens médicaux continuent leur progression (tableau 3).

tableau 03 ● structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur (en %)

	1990	1995	2000	2001	2002
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	48,4	48,2	45,5	44,9	44,7
• Publics	35,8	36,1	35,3	34,9	34,5
• Privés	11,7	10,7	8,7	8,5	8,5
• Sections médicalisées	1,0	1,4	1,5	1,5	1,7
2 - SOINS AMBULATOIRES	28,2	27,0	26,6	26,4	26,7
• Médecins	13,1	13,0	12,7	12,4	12,5
• Auxiliaires médicaux	5,1	5,2	5,4	5,4	5,5
• Dentistes	6,2	5,7	5,4	5,6	5,6
• Analyses	2,8	2,3	2,3	2,4	2,4
• Cures thermales	1,0	0,8	0,7	0,7	0,7
3 - TRANSPORTS DE MALADES	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6
4 - MÉDICAMENTS	18,4	19,0	20,9	21,3	21,0
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	3,7	4,3	5,5	5,8	5,9
• Optique	2,3	2,5	2,7	2,8	2,8
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5
• Petits matériels et pansements	0,2	0,4	1,4	1,5	1,7
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DREES, Comptes de la santé.

■ En termes de contribution à la croissance, c'est-à-dire en pondérant le taux de croissance de chacun des postes de la consommation de soins et de biens médicaux par son poids dans cet agrégat, il apparaît que ce sont les soins hospitaliers et en sections médicalisées, puis les soins ambulatoires et enfin les médicaments qui ont en 2002 le plus contribué à la croissance en valeur de la consommation de soins et de biens médicaux (tableau 4). Ainsi, les soins hospitaliers contribuent à 42 % de la croissance de cet agrégat. Cette contribution élevée est due à leur poids important dans la consommation, malgré une évolution plus modérée que la moyenne. Au sein des soins hospitaliers, la contribution la plus importante revient à l'hôpital public. Elle est en augmentation par rapport à 2001. Parmi les soins ambulatoires, la contribution du poste médecins est en hausse sensible. Ceci est dû principalement à la progression des prix de ce poste.

■ La croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux est retracée au tableau 5. Elle est globalement en augmentation de 3,9 % soit un rythme inférieur à celui de 2001 (+4,9 %), les variations de prix, étant de plus grande ampleur en 2002. L'augmentation de prix des soins et biens médicaux est, en 2002, de +2,4 % alors que depuis 1997 cette augmentation était comprise entre +0,7 % et +1,1 %. La majeure partie des postes de la consommation de soins et de

biens médicaux connaissent, en 2002, une évolution de prix supérieure à celle de 2001. C'est le cas notamment pour les soins hospitaliers publics et privés et les médecins. Les médicaments et les dentistes connaissent des évolutions de prix négatives, d'amplitude égale ou supérieure à celle de 2001.

tableau 04 ● contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux en valeur (en %)

	2000	2001	2002
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	1,5	1,9	2,7
• Publics	1,3	1,6	1,9
• Privés	0,1	0,3	0,6
• Sections médicalisées	0,1	0,1	0,3
2 - SOINS AMBULATOIRES	1,2	1,4	1,9
• Médecins	0,5	0,4	0,9
• Auxiliaires médicaux	0,4	0,3	0,5
• Dentistes	0,2	0,5	0,3
• Analyses	0,2	0,2	0,2
• Cures thermales	0,0	0,0	0,0
3 - TRANSPORTS DE MALADES	0,1	0,1	0,2
4 - MÉDICAMENTS	1,9	1,6	1,1
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	0,7	0,6	0,5
• Optique	0,3	0,3	0,1
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	0,1	0,1	0,1
• Petits matériels et pansements	0,2	0,2	0,3
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	5,5	5,7	6,4

Source : DREES, Comptes de la santé.

tableau 05 ● consommation de soins et de biens médicaux : évolution en volume (en %)

	2000	2001	2002
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	1,0	1,7	1,9
• Publics	0,9	1,8	1,4
• Privés	0,7	0,7	2,1
• Sections médicalisées	5,5	3,6	10,9
2 - SOINS AMBULATOIRES	4,1	6,1	4,2
• Médecins	3,3	2,4	0,8
• Auxiliaires médicaux	6,5	6,5	4,4
• Dentistes	2,5	13,8	10,8
• Analyses	9,1	8,5	8,0
• Cures thermales	-4,2	2,2	-2,6
3 - TRANSPORTS DE MALADES	7,1	5,3	7,4
4 - MÉDICAMENTS	9,9	9,1	6,2
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	13,1	10,6	7,9
• Optique	13,4	9,6	3,4
• Prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	9,8	8,5	8,4
• Petits matériels et pansements	16,0	14,7	15,7
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	4,3	4,9	3,9
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT en volume (P.I.B.)	3,8	2,1	1,2

Source : DREES, Comptes de la santé.

I • la consommation de soins hospitaliers

Les soins hospitaliers sont produits par le secteur public hospitalier et le secteur privé hospitalier. Dans les Comptes de la santé, la distinction entre les deux secteurs ne repose pas sur le statut juridique mais sur leur mode de financement.

On désigne par « secteur hospitalier public » l'ensemble des hôpitaux publics, des établissements privés Participant au service public hospitalier (PSPH) et autres établissements privés financés pour l'essentiel par la dotation globale versée par les régimes de Sécurité sociale. Dès lors, leur production est une production de services non marchands qui est mesurée, ainsi que la consommation qui en est l'exacte contrepartie, par les coûts. Les établissements regroupés sous ce label sont :

- les établissements publics de santé ;
- les établissements privés participant au service public hospitalier ;
- les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale le 1er janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier.

Les ressources du « secteur hospitalier privé » proviennent de son activité de soins sous forme de facturations des frais de séjours et des actes médicaux et paramédicaux intervenus à l'occasion de l'hospitalisation et qui sont versés directement aux professionnels. Ce secteur est constitué :

- d'établissements privés non lucratifs ;
- des établissements privés à but lucratif ;
- des établissements à prix de journée préfectoral non concernés par la loi de 1996 (option entre le régime conventionnel au 1^{er} janvier 1997 et la dotation globale au 1^{er} janvier 1998). Ces établissements, d'un poids moindre, se retrouvent notamment dans les moyens et longs séjours.

I.1 ■ LA CONSOMMATION

Avec 60,7 milliards d'euros, en 2002, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés et sections médicalisées des établissements pour personnes âgées) représente 44,7 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La croissance totale des dépenses de ce secteur atteint 5,9 % en valeur et 1,9 % en volume contre respectivement 4,3 % et 1,7 % en 2001.

Dans le secteur public hospitalier (tableau 6), la consommation s'élève à 46,9 milliards d'euros (766 euros en moyenne par habitant). Elle est en augmentation de 5,3 % par rapport à 2001. Cette évolution marque une accélération par rapport à celle enregistrée en 2001 (+4,5 %). Cette accélération tient essentiellement à l'augmentation du coût des facteurs de production (+3,8% en 2002 contre +2,6% en 2001) et notamment à la croissance des salaires et des cotisations sociales (+6,6 % contre +4,2 % en 2001). Le passage aux 35 heures pèse à cet égard pour environ 1,1 % sur l'effet prix estimé pour 2002, étant donné les mesures prises en application de la réduction du temps de travail (recrutements, heures supplémentaires) qui ont constitué une compensation en terme d'heures de travail, comptabilisée comme une variation des rémunérations unitaires incorporées aux prix.

tableau 06 ● consommation de soins hospitaliers dans le secteur public

	Évolution en %		
	2000	2001	2002
Valeur	3,6	4,5	5,3
Prix*	2,7	2,6	3,8
Volume	0,9	1,8	1,4

* Indice du coût des facteurs de production.

Source : DREES, *Comptes de la santé*.

En volume, c'est-à-dire en déflatant la production en valeur par l'indicateur de la hausse du coût des facteurs de production, le taux de croissance de la production/consommation de soins dans le secteur hospitalier public aura été de 1,4 % en 2002 contre 1,8 % en 2001. Cette évolution en volume confirme la décélération de l'activité hospitalière constatée à travers les résultats de l'enquête de conjoncture hospitalière¹.

1. Trigano Lauren, « La conjoncture des établissements de santé publics et privés au cours des trois premiers trimestres 2002 », *Études et Résultats*, n° 222, février 2003, DREES, et pour les résultats provisoires de l'ensemble de l'année 2002 les tableaux 8, 9 et 10.

Dans le secteur privé hospitalier, la consommation de soins s'élève à 11,6 milliards d'euros en 2002.

L'évolution de +6,6 % en 2002 (tableau 7) est largement supérieure à celle enregistrée en 2001 (+2,9 %). Elle tient, pour la plus grande part, à un effet prix mais la croissance en volume (+2,1 %) est également plus élevée que celles des années précédentes. En 2002, l'augmentation des prix résulte en grande partie de celle des frais de séjour (+3,9 %), liée aux revalorisations intervenues dans les tarifs des cliniques.

tableau 07 ● consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé

	Évolution en %		
	2000	2001	2002
Valeur	1,3	2,9	6,6
Prix	0,6	2,2	4,4
Volume	0,7	0,7	2,1

Source : DREES, Comptes de la santé.

DES OBJECTIFS QUANTIFIÉS NATIONAUX AUX COMPTES DE LA SANTÉ : L'EXEMPLE DES CLINIQUES PRIVÉES

Les objectifs annuels de dépenses, fixés en application de la Loi de financement de la Sécurité sociale, sont relatifs aux remboursements effectués par la Sécurité sociale. Ils ne peuvent donc pas être comparés directement aux montants des opérations de consommation et de production retracées dans les Comptes de la santé.

Il convient de rappeler que les évolutions des Comptes de la santé ne sont pas utilisables lorsqu'il s'agit de comparer les prévisions et les objectifs analysés dans les Comptes de la Sécurité sociale, avec leur réalisation. On précise également que les comptes présentés ici sont arrêtés sur la base des informations disponibles au 2 juillet 2003. Ils sont provisoires pour ce qui concerne les évaluations de l'année 2002.

I.2 ■ L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE

L'activité du secteur hospitalier, tant public que privé, est connue grâce à la Statistique annuelle des établissements de santé (SAE) et au Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI). En outre, l'enquête de conjoncture, conduite par la DREES, fournit certaines estimations en 2002, notamment pour les hôpitaux publics. L'activité des établissements est retracée dans les tableaux 8, 9 et 10.

tableau 08 ● évolution de l'activité en Médecine Chirurgie Obstétrique

		Taux d'accroissements annuels en %		
		2000	2001	2002 (p)
HOSPITALISATION DE MOINS DE 24 HEURES (venues)	Public	6,5	7,8	1,5
	Privé sous DG	15,3	1,1	0,5
	Privé sous OQN	3,2	6,3	4,5
	Ensemble	5,5	6,7	2,1
SÉJOURS DE PLUS DE 24 HEURES (entrées)	Public	-0,1	-1,3	-1,1
	Privé sous DG	-4,0	1,3	-1,7
	Privé sous OQN	-0,9	-1,8	-0,3
	Ensemble	-0,6	-1,3	-0,9

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2002 - calculs DREES

tableau 09 ● durée moyenne des séjours en Médecine Chirurgie Obstétrique

		En jours		
		2000	2001	2002 (p)
DURÉE MOYENNE DES SÉJOURS	Public	6,7	6,8	ND
	Privé sous DG	6,7	6,6	ND
	Privé sous OQN	5,1	5,0	ND
	Ensemble	6,2	6,2	ND

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2001 - calculs DREES

En 2001 et 2002, l'activité mesurée en nombre de journées d'hospitalisation (tableau 10) diminue en court séjour (-1,5 %) et dans une moindre mesure en psychiatrie (-0,1 % en 2001 et -0,3 % en 2002). Les soins de suite et de réadaptation et les soins de longue durée régressent respectivement de -0,4 % et -0,7 % après une progression en 2001 de +0,5 % et +0,3 %. Au total, le nombre de journées réalisées par l'ensemble des établissements de santé baisse de -1,0 % en 2002, cette diminution étant plus importante que celle de 2001 (-0,5 %). Cette évolution ne traduit pas nécessairement une baisse moyenne du nombre de séjours mais la conjugaison de plusieurs effets dont la diminution de la durée moyenne de séjour et l'augmentation de la prise en charge en hospitalisation partielle.

En soins de courte durée (MCO) le nombre de séjours en hospitalisation complète a diminué de -0,9 % en 2002 contre -1,3 % en 2001. Parallèlement, la Durée moyenne de séjour (DMS) est restée stable à 6,2 jours en 2000 et 2001 (données 2002 non disponibles) et l'hospitalisation partielle a progressé de 2,1 % en 2002 contre 6,7 % en 2001 (tableau 8).

tableau 10 ● évolution du nombre de journées par spécialité

		Taux d'accroissements annuels en %		
		2000	2001	2002 (p)
TOTAL HOSPITALISATION COMPLÈTE	Public	-0,9	-0,1	-1,1
	Privé sous DG	-0,4	0,2	-0,8
	Privé sous OQN	-4,8	-2,3	0,0
	Ensemble	-1,7	-0,5	-1,0
<i>Dont :</i>				
MCO	Public	-0,9	-0,2	-1,3
	Privé sous DG	-4,8	-0,2	-4,1
	Privé sous OQN	-3,7	-4,8	-1,1
	Ensemble	-2,0	-1,5	-1,5
SOINS DE LONGUE DURÉE	Public	0,0	0,3	-0,8
	Privé sous DG	5,7	0,5	0,9
	Privé sous OQN	18,3	2,3	0,2
	Ensemble	0,6	0,3	-0,7
PSYCHIATRIE	Public	-1,7	-1,0	-0,7
	Privé sous DG	-8,2	-3,7	1,2
	Privé sous OQN	1,3	5,5	1,3
	Ensemble	-2,1	-0,1	-0,3
SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION	Public	-1,0	0,3	-1,8
	Privé sous DG	-3,1	1,5	-1,3
	Privé sous OQN	-2,7	-0,1	2,1
	Ensemble	-2,1	0,5	-0,4

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2002 - calculs DREES

Le nombre de journées réalisées en soins de suite et de réadaptation baisse de -0,4 % en 2002 (+0,5 % en 2001). Si l'on ne peut pas calculer la durée moyenne de séjour en 2001 et 2002, on sait toutefois, qu'entre 1995 et 1999 elle a baissé de 3 jours, ce qui apparaît comme un phénomène structurel. La diminution du nombre de journées réalisées s'accompagne aussi, comme en MCO, d'une forte progression de l'hospitalisation partielle.

La psychiatrie connaît avec -0,3 % une baisse modérée du nombre de journées réalisées entre 2001 et 2002. Cette évolution est cependant différente selon le type d'établissement. Entre 2001 et 2002, le recul du nombre de journées en hospitalisation complète dans les établissements publics est de -1,1 %. Les établissements privés sous dotation globale enregistrent, quant à eux, une diminution de -0,8 %. Les établissements sous OQN

enregistrent pour leur part une stabilisation du nombre de journées d'hospitalisation. C'est en psychiatrie que la durée moyenne de séjour diminue le plus fortement : entre 1997 et 1999 elle était passé de 40,1 à 36,4 jours, c'est-à-dire une baisse de deux jours par an. Comme en moyen séjour, on peut supposer que cette diminution se prolonge entre 2001 et 2002.

Pour les soins de longue durée, le nombre de journées diminue de -0,7 % entre 2001 et 2002. Ils accueillent aujourd'hui presque exclusivement des personnes âgées, souvent dépendantes, mais ne nécessitant pas, dans la majorité des cas, une surveillance médicale constante. Elles restent en général hospitalisées plus d'un an et demi. L'offre publique représente la quasi-totalité (91 %) de l'offre totale et les coefficients d'occupation des lits sont très élevés (de l'ordre de 98 %).

I.3 ■ LES SECTIONS MÉDICALISÉES

Les soins aux personnes âgées, si elles ne sont pas hospitalisées, peuvent être assurés soit par des proches, soit par du personnel infirmier à domicile (dans le cadre des services de soins infirmiers à domicile ou SSIAD), soit dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées. Dénommées « sections médicalisées », ces institutions sont réparties depuis 2002 entre Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) et Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Ces établissements comprennent :

- des hospices, essentiellement publics ;
- des maisons de retraites ;
- des logements-foyers.

Au sein de ces institutions sont dispensés des soins qui sont remboursés par les régimes sociaux sur la base de l'intensité des soins dispensés, soins courants ou soins de cure médicale. La répartition entre les deux types de soins peut être mesurée par le nombre de lits dans chaque catégorie (tableau 11). Depuis 2002 les lits de soins médicalisés sont réservés aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Le nombre d'établissements médicalisés est en augmentation constante : 3 581 en 1990, 4 988 en 2001, 5 703 en 2002 dont 4 851 EHPA et 852 EHPAD. Le nombre de maisons de retraites poursuit sa progression au dépend des hospices et des logements-foyers (tableau 12).

En 2002, 2,3 milliards d'euros (en forte augmentation de 16,2 % sur 2001) ont été consacrés aux soins en sections médicalisées (tableau 13).

Ce montant, en augmentation rapide depuis plusieurs années (il a triplé depuis 1990), est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de personnes âgées affectées de dépen-

tableau 11 ● nombre de lits en sections médicalisées

	2000	2001	2002
• Lits de soins courants	212 700	213 150	227 560
Évolution en %	-4,0	0,2	6,8
• Lits de cure médicale	162 000	163 131	164 637
Évolution en %	7,1	0,7	0,9
TOTAL	374 700	376 281	392 197
Évolution en %	0,5	0,4	4,2

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

tableau 12 ● structure et nombre des établissements médicalisés

	2000	2001	2002
• Hospices	0,8	0,7	0,6
• Maisons de retraite	80,2	80,6	83,1
• Logements-foyers	19,0	18,7	16,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0
Nombre d'établissements	4 940	4 988	5 703

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

tableau 13 ● évolution des soins en sections médicalisées

	En millions d'euros		
	2000	2001	2002
• Établissements publics	1 306	1 359	1 581
Évolution en %	6,6	4,1	16,3
• Établissements privés	549	613	710
Évolution en %	11,7	11,6	15,9
TOTAL	1 855	1 972	2 292
Évolution en %	8,1	6,3	16,2

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

dances plus ou moins prononcées. Malgré la croissance plus rapide du secteur privé, les sections médicalisées publiques restent largement majoritaires.

Les Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), alternative à l'hébergement en institution, ont bénéficié pour l'année 2002 à 67 980 personnes (+4,0 % par rapport à 2001). Les soins dispensés à cette occasion par du personnel médical et paramédical libéral sont pris en compte dans le secteur ambulatoire alors que ceux dispensés à l'hôpital public le sont dans les comptes de l'hôpital.

II • la consommation de soins ambulatoires

Elle comprend les soins de médecins, de dentistes, d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes), les analyses médicales et les cures thermales.

Cette consommation s'est élevée à 36,2 milliards d'euros en 2002, soit une augmentation annuelle de 7,4 % en valeur et de 4,2 % en volume, contre respectivement 5,1 % et 6,1 % en 2001 (tableau 14). La dépense de soins ambulatoires atteint ainsi 591 euros par habitant en 2002 soit une progression en valeur de 6,7 %.

La mesure des prix pour les actes des professionnels de santé repose sur l'évolution des lettres-clés, sans prendre en compte les effets des réformes de nomenclature pour l'année de mise en œuvre de ces réformes.

tableau 14 ● évolution des soins ambulatoires

	En %							
	Accroissement en valeur				Accroissement en volume			
	90-95	2000	2001	2002	90-95	2000	2001	2002
TOTAL DES SOINS AMBULATOIRES	4,5	4,5	5,1	7,4	2,7	4,1	6,1	4,2

Source : DREES, Comptes de la santé.

II.1 ■ LES SOINS DE MÉDECINS

La consommation de soins de médecins s'est élevée à 16,9 milliards d'euros en 2002, en hausse de 7,0 % par rapport à 2001, soit une dépense moyenne par habitant de 277 euros. En volume, la hausse a été de 0,8 % en 2002 contre 2,4 % en 2001 (tableau 15).

tableau 15 ● évolution de la consommation de soins de médecins

	Taux de croissance annuels moyens			
	90-95	2000	2001	2002
Valeur	5,2	3,9	3,0	7,0
Prix	2,5	0,6	0,6	6,2
Volume	2,6	3,3	2,4	0,8

Source : DREES, Comptes de la santé.

Les tarifs des médecins généralistes ont été revalorisés en 2002. Celui de la consultation a progressé en février puis au 1^{er} juillet pour atteindre 20 euros, tout comme le tarif de la visite. Diverses majorations ont porté sur les indemnités de déplacement.

Les médecins spécialistes de la naissance ainsi que les pédiatres ont bénéficié de diverses revalorisations ou créations d'actes. Il en va de même pour les sages-femmes que les Comptes de la santé groupent avec les médecins.

Les honoraires moyens perçus par chaque médecin (les données 2002 du SNIR sont provisoires) ont ainsi augmenté de 5,8 % pour les omnipraticiens et de 5,2 % pour les spécialistes en 2002 (tableau 16). L'évolution des revenus moyens n'est pas identique à celle des honoraires dans la mesure où il convient de leur soustraire les charges payées par les praticiens.

tableau 16 ● honoraires moyens des médecins APE*

En milliers d'euros par an					
	1990	1995	2000	2001	2002 **
• OMNIPRATICIENS	77,6	92,4	105,4	107,5	113,7
Évolution en %			5,8	2,0	5,8
• SPÉCIALISTES	136,3	157,9	184,8	191,3	201,2
Évolution en %			6,2	3,5	5,2

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

** SNIR 2002 provisoire.

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

Le montant des dépassements par médecin autorisé à les pratiquer (secteur II, droit permanent au dépassement et non-conventionnés du Secteur I) progresse chaque année. Le rythme de croissance en valeur est de + 13,6 % en 2002 (tableau 17).

En 2002, parmi les omnipraticiens, 14,6 % sont en secteur 2 ou ont le droit de pratiquer des dépassements permanents ; cette proportion atteint 37,9 % chez les spécialistes (tableau 18). Au total 25,4 % des médecins pratiquent des dépassements, soit une proportion légèrement supérieure à celle observée en 2001 (24,9 %). En tendance de moyen terme, les dépassements tendent à être l'apanage des médecins spécialistes.

tableau 17 ● dépassements par médecins APE* (secteur 2)

En milliers d'euros par an					
	1990	1995	2000	2001	2002 **
• DÉPASSEMENT PAR MÉDECIN	24,7	32,2	43,7	47,7	54,2
Évolution en %			8,7	9,2	13,6

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

** SNIR 2002 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

La CNAMTS² analyse l'évolution des dépassements des médecins du secteur I entre les neufs premiers mois de 2000 et la période correspondante de 2002. Le pourcentage de dépassements des généralistes du secteur I par rapport au nombre de consultations a progressé de 2,0 % à 13,1 % pendant cette période alors que leur effectif n'était qu'en légère progression. Le pourcentage de dépassements des spécialistes du secteur I par rapport au nombre de consultations est passé de 2,7 % à 19,0 % alors que leur effectif est stable de 2000 à 2002. En montant et en masse ces progressions sont notablement inférieures.

La part des omnipraticiens dans le total des effectifs de médecins libéraux reste stable : 53,4 %. En secteur I le nombre

tableau 18 ● effectifs de médecins par mode conventionnel

	2000	2001	2002
OMNIPRATICIENS	60 823	60 949	60 974
Évolution en %	0,4	0,2	0,0
• Secteur 1	51 640	51 873	52 092
Évolution en %	0,8	0,5	0,4
• Secteur 2	8 536	8 376	8 146
Évolution en %	-2,3	-1,9	-2,7
• DP	58	53	39
Évolution en %	-13,4	-8,6	-26,4
• Non conventionnés	589	647	697
Évolution en %	4,1	9,8	7,7
SPÉCIALISTES	53 171	53 291	53 251
Évolution en %	-0,1	0,2	-0,1
• Secteur 1	33 164	33 155	33 063
Évolution en %	0,1	0,0	-0,3
• Secteur 2	18 744	19 047	19 251
Évolution en %	0,7	1,6	1,1
• DP	1 184	1 005	854
Évolution en %	-15,6	-15,1	-15,0
• Non conventionnés	79	84	83
Évolution en %	3,9	6,3	-1,2
TOTAL DES MÉDECINS LIBÉRAUX	113 994	114 240	114 225
Évolution en %	0,2	0,2	0,0
ENSEMBLE LIBÉRAUX ET SALARIÉS (1)	194 000	196 000	198 700
Évolution en %	0,4	1,0	1,4

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

(1) Source : DREES

d'omnipraticiens a augmenté de 0,4 % en 2002, alors que le nombre de spécialistes a légèrement régressé (-0,3 %). En secteur II, les effectifs d'omnipraticiens diminuent de -2,7 %, alors que ceux des spécialistes progressent de 1,1 %. Au total, les effectifs de médecins libéraux demeurent stables en 2002. Dans l'ensemble des médecins, ils représentent 57,5 % des effectifs.

2. Point de conjoncture n° 11, mars 2003.

II.2 ■ LES SOINS DE DENTISTES

Le montant de la consommation de soins dentaires s'élève à 7,6 milliards d'euros en 2002, soit une croissance de 5,7 % en valeur par rapport à 2001. L'évolution en volume (+10,8 %) a été plus importante encore (tableau 19). L'année 2002 n'a pas connu de revalorisation tarifaire en faveur des dentistes, mais a continué à enregistrer l'effet de la réforme de la nomencla-

tableau 19 ● évolution de la consommation de soins dentaires

	Taux de croissance annuels moyens			
	90-95	2000	2001	2002
Valeur	3,6	3,8	8,8	5,7
Prix	1,3	1,2	-4,4	-4,6
Volume	2,3	2,5	13,8	10,8

Source : DREES, Comptes de la santé.

ture des actes dentaires intervenue en 2001. Cette réforme avait notamment créé trois nouveaux actes (le scellement de sillon, « l'inlay-core » et « l'inlay-core avec clavette »), dont le développement en 2001 puis 2002 a fortement contribué à l'expansion du volume des soins dentaires. Compte tenu des modalités conventionnelles de partage entre volume et prix, les changements de nomenclature par l'introduction d'actes nouveaux sont pris en compte dans les évolutions en volume.

Les honoraires moyens des dentistes ont ainsi augmenté de 7,5 % en 2002 après 8,3 % en 2001.

Comme dans le cas des médecins, le montant des dépassements de 2002 a évolué plus rapidement (+11,9 %) qu'en 2001(+6,3 %). De ce fait la part des dépassements dans les honoraires totaux (47,8 %) dépasse le niveau de 47,2 % atteint en 2000 (tableau 21).

Les effectifs de chirurgiens-dentistes libéraux recensés par la CNAMts (tableau 22) poursuivent leur diminution en 2002 (-0,3 %). En revanche le nombre des chirurgiens-dentistes salariés progresse légèrement. Les chirurgiens-dentistes conventionnés représentent 99,6 % des dentistes libéraux.

tableau 20 ● honoraires moyens des dentistes APE*

	En milliers d'euros par an				
	1990	1995	2000	2001	2002**
• HONORAIRES MOYENS	123,1	140,6	160,9	174,3	187,4
Évolution en %			5,7	8,3	7,5

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

** SNIR 2002 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : CNAMts, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

tableau 21 ● part des dépassements dans les honoraires dentaires

	En milliers d'euros par an				
	1990	1995	2000	2001	2002*
• HONORAIRES TOTAUX	4 303,9	5 060,4	5 822,1	6 282,7	6 836,5
Évolution en %			5,7	7,9	8,8
• DÉPASSEMENTS	1 799,8	2 346,3	2 745,7	2 917,3	3 265,3
Évolution en %			7,1	6,3	11,9
Part des dépassements en %	41,8	46,4	47,2	46,4	47,8

* SNIR 2002 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : CNAMts, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

tableau 22 ● effectifs des chirurgiens dentistes libéraux

	Évolution en %		
	2000	2001	2002
• Conventionnés	36 297	36 147	36 430
Évolution en %	-0,1	-0,4	0,8
• DP	474	449	62
Évolution en %	-5,2	-5,3	-86,2
• Non conventionnés	105	95	87
Évolution en %	-11,8	-9,5	-8,4
TOTAL LIBÉRAUX	36 876	36 691	36 579
Évolution en %	-0,2	-0,5	-0,3
TOTAL LIBÉRAUX ET SALARIÉS (1)	40 539	40 426	40 481
Évolution en %	1,1	-0,3	0,1

Source : CNAMts, SNIR - Calculs DREES

(1) Source DREES

II.3 ■ LES PRESCRIPTIONS

• les auxiliaires médicaux

La consommation de soins d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes) s'est élevée à 7,5 milliards d'euros en 2002, en augmentation de +9,3 % en valeur par rapport à 2001. La hausse en volume est de 4,4 % (tableau 23).

Les effectifs d'auxiliaires médicaux recensés par la CNAMts augmentent à un rythme légèrement positif (+0,9 %, tableau 24) alors que celui des autres professionnels libéraux de santé stagne ou régresse. La progression des effectifs de kinésithérapeutes entraîne celle de l'ensemble des auxiliaires médicaux.

les soins infirmiers

Les soins infirmiers enregistrés dans les Comptes de la santé intègrent les Services de soins à domicile (SSIAD) et s'élèvent à 3,8 milliards d'euros en 2002 (tableau 23), en augmentation de 9,5 % en valeur par rapport à 2001. L'augmentation en volume est de 3,0 %, la progression des prix étant soutenue (+6,3 %). Une part croissante de ces soins concerne l'activité des SSIAD qui illustre le développement des soins à domicile pour les personnes âgées dépendantes.

En 2002, les tarifs des honoraires des infirmiers ont été revalorisés. L'acte médical infirmier a été porté à 2,9 euros le 5 mars et l'acte coté en Actes infirmiers de soins (AIS) à 2,4 euros. La démarche de soins infirmiers (DI) a été inscrite à la nomenclature.

Les effectifs d'infirmiers libéraux recensés par la CNAMts (tableau 24) diminuent de -0,7 % en 2002. Les infirmiers exerçant leur activité dans le secteur libéral ne représentent que 12 % de l'ensemble de la profession dont l'effectif global progresse de 3,4 % en 2002. Les infirmiers salariés sont essentiellement employés dans le secteur hospitalier.

les soins des masseurs-kinésithérapeutes

Ils s'élèvent à 3,1 milliards d'euros en 2002 et progressent par rapport à 2001 de 8,6 % en valeur et de 5,6 % en volume (tableau 23).

Contrairement à 2001 où des mesures avaient aussi bien modifié la nomenclature des actes des masseurs-kinésithéra-

tableau 23 ● évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux

		Taux d'accroissements annuels en %				En %
		90-95	200	2001	2002	Montants 2002 (en millions d'euros)
INFIRMIERS	• Valeur	6,8	7,0	3,6	9,5	3 759
	• Prix	1,3	1,1	0,0	6,3	
	• Volume	5,4	5,9	3,6	3,0	
KINÉSITHÉRAPEUTES	• Valeur	4,7	6,4	8,8	8,6	3 123
	• Prix	1,7	-1,3	-1,7	2,8	
	• Volume	2,9	7,8	10,7	5,6	
AUTRES*	• Valeur	8,2	6,6	2,8	12,2	607
	• Prix	1,0	0,1	0,0	4,8	
	• Volume	7,1	6,5	2,8	7,1	
ENSEMBLE	• Valeur	6,0	6,7	5,6	9,3	7 489
	• Prix	1,4	0,2	-0,8	4,7	
	• Volume	4,5	6,5	6,5	4,4	

* Orthophonistes et orthoptistes.

Source : DREES, Comptes de la santé.

tableau 24 ● évolution du nombre d'auxiliaires médicaux

	2000	2001	2002
PROFESSIONS LIBÉRALES			
• INFIRMIERS	48 503	48 575	48 254
Évolution en %	1,7	0,1	-0,7
• KINÉSITHÉRAPEUTES	38 402	39 554	40 434
Évolution en %	3,0	3,0	2,2
• ORTHOPHONISTES	10 196	10 519	10 834
Évolution en %	3,0	3,2	3,0
• ORTHOPTISTES	1 421	1 434	1 447
Évolution en %	3,3	0,9	0,9
• ENSEMBLE LIBÉRAUX	98 522	100 082	100 969
Évolution en %	2,4	1,6	0,9

Source : SNIR France métropolitaine
Source : DREES

	2000	2001	2002
ENSEMBLE LIBÉRAUX ET SALARIÉS			
• INFIRMIERS	382 926	397 506	410 859
Évolution en %	4,3	3,8	3,4
• KINÉSITHÉRAPEUTES	52 056	53 997	55 348
Évolution en %	3,1	3,7	2,5

Source : DREES, Comptes de la santé.

peutes que l'exercice de la profession, l'année 2002 n'a été marquée que par le rétablissement, le 15 janvier, du tarif de 2,04 euros pour la valeur de leurs actes.

les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes

Cette catégorie de soins augmente en 2002 de 12,2 % en valeur et de 7,1 % en volume (tableau 23). Les tarifs des honoraires des deux professions ont été revalorisés fin juin 2002.

La croissance des effectifs d'orthophonistes et d'orthoptistes en 2002 est estimée respectivement à +3,0 % et +0,9 % (tableau 24).

• les laboratoires d'analyses

En 2002, la consommation d'analyses et de prélèvements en laboratoire s'élève à 3,3 milliards d'euros, en augmentation de 10,2 % en valeur par rapport à 2001, soit un taux de croissance sensiblement supérieur à celui enregistré en 2001, et, plus généralement, à celui observé les années précédentes (tableau 25).

En 2002 les prix augmentent de 2,1 % (la lettre-clé B a été revalorisée le 5 juillet 2002) et le volume des analyses et prélèvements s'accroît de 8,0 %.

tableau 25 ● évolution de la consommation d'analyses de laboratoires

	Taux de croissance annuels moyens			
	90-95	2000	2001	2002
Valeur	1,4	7,3	6,7	10,2
Prix	0,4	-1,7	-1,6	2,1
Volume	1,0	9,1	8,5	8,0

Source : DREES, Comptes de la santé.

Depuis 1997 on observe une diminution du nombre des laboratoires. Leur nombre reste toutefois encore supérieur à ce qu'il était en 1990 (tableau 26).

• les cures thermales

La consommation de cures thermales est de 904 millions d'euros, en progression de 1,8 % par rapport à 2001 (tableau 27). Ce poste regroupe les forfaits soins (304 millions) et l'hébergement (600 millions). Depuis 1999, dernière étape de l'harmonisation prévue par la convention de mars 1997, les prix et le nombre de séances pour les différents soins sont identiques, selon l'orientation thérapeutique, dans toutes les stations thermales. L'activité des stations thermales alterne les années de reprise et de contraction depuis 1999.

tableau 26 ● évolution du nombre de laboratoires

	1990	2000	2001	2002
• NOMBRE	3 905	4 084	4 012	3 981
Évolution en %		-0,6	-1,8	-0,8

Source : SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

tableau 27 ● évolution de la consommation de cures thermales

	En %			
	90-95	2000	2001	2002
Valeur	1,4	-2,3	4,0	1,8
Prix	2,4	2,0	1,8	4,5
Volume	-1,0	-4,2	2,2	-2,6

Source : DREES, Comptes de la santé.

III • les transports sanitaires ■

En 2002, la consommation de transports sanitaires s'élève à 2,2 milliards d'euros, soit une croissance en valeur de 9,6 % contre 8,8 % en 2001 (tableau 28). L'effet prix étant de 2,1 %, la croissance en volume atteint donc 7,4 %, soit 2,1 points de plus qu'en 2001.

Les forfaits de transport en ambulance ont été revalorisés, ainsi que le tarif kilométrique, le 17 juin 2002.

tableau 28 ● évolution de la consommation de transports de malades

				En %
	90-95	2000	2001	2002
Valeur	6,7	8,8	8,8	9,6
Prix	2,2	1,6	3,3	2,1
Volume	4,4	7,1	5,3	7,4

Source : DREES, Comptes de la santé.

IV • les médicaments

En 2002, la consommation de médicaments atteint 28,6 milliards d'euros, soit une progression de 5,1 % inférieure à celle des quatre années précédentes. La consommation par tête est de 467 euros.

Les prix ayant diminué (-1,1 %), l'augmentation en volume est de 6,2 %. La baisse des prix est identique à celle de l'année précédente. L'effet volume recouvre à la fois une augmentation du nombre d'unités vendues et l'arrivée de nouveaux produits plus onéreux qui se substituent à d'anciens produits peu coûteux, l'indice des prix ne mesurant que la variation des prix à structure inchangée.

L'INSEE publie séparément l'indice des prix des spécialités remboursables et celui des spécialités non remboursables, en moyenne annuelle et base 100 en 1998. L'analyse du prix des médicaments à partir de ces indices fait ressortir nettement (tableau 30) que ce sont les médicaments remboursables, dont les prix sont administrés, qui ont été à l'origine de l'évolution globalement négative des prix.

tableau 29 ● évolution de la consommation de médicaments

	En %			
	90-95	2000	2001	2002
Valeur	6,1	9,5	7,9	5,1
Prix	0,6	-0,4	-1,1	-1,1
Volume	5,5	9,9	9,1	6,2

Source : DREES, Comptes de la santé.

tableau 30 ● indice des prix des spécialités pharmaceutiques

	Base 100 = 1998				
	1998	1999	2000	2001	2002
• SPÉCIALITÉS REMBOURSABLES	100,0	99,5	98,8	97,5	96,0
Évolution en %		-0,5	-0,7	-1,3	-1,5
• SPÉCIALITÉS NON REMBOURSABLES	100,0	102,4	104,7	106,3	109,4
Évolution en %		2,4	2,2	1,5	2,9
• ENSEMBLE	100,0	99,8	99,4	98,3	97,2
Évolution en %		-0,2	-0,4	-1,1	-1,1

Source : INSEE

En 2002, les ventes de médicaments génériques poursuivent leur progression (+43 % par rapport à 2001). Étant donné leur prix inférieur de 20 % en moyenne à celui des médicaments de référence, ils contribuent à modérer en valeur la croissance globale du marché. Leur part dans le chiffre d'affaires des produits du répertoire d'octobre 2002 (médicaments génériques et princeps) augmente de 18,4 % en 2001 à 29,1 % en 2002. Dans le même temps, par rapport au marché des médicaments remboursables, la part des génériques passe de 3,0 % en 2001 à 4,0 % en 2002³.

3. Source : GERS, Élise ANAR, « Les dépenses de médicaments remboursables en 2002 », *Études et Résultats*, n° 240, mai 2003, DREES.

V • les autres biens médicaux

Leur consommation totale s'élève à 8,1 milliards d'euros en 2002, soit 3,8 milliards d'euros pour l'optique, 2,0 milliards d'euros pour les prothèses, orthèses et véhicules pour handicapés physiques, et 2,3 milliards d'euros de petits matériels et pansements.

La consommation des « autres biens médicaux » a progressé en valeur de 9,3 % en 2002 et de 11,7 % en 2001 (tableau 31).

Optique

Le taux de croissance de la consommation d'optique, que ce soit en valeur ou en volume, s'infléchit fortement depuis l'année 2000 (tableau 31).

tableau 31 ● évolution de la consommation des autres biens médicaux

	En %			
	90-95	2000	2001	2002
OPTIQUE				
• Valeur	7,5	14,0	10,8	4,8
• Prix	3,7	0,5	1,1	1,4
• Volume	3,7	13,4	9,6	3,4
PROTHÈSES, ORTHÈSES, VHP*				
• Valeur	7,3	10,7	9,3	9,4
• Prix	1,6	0,8	0,7	0,9
• Volume	5,6	9,8	8,5	8,4
PETITS MATÉRIELS ET PANSEMENTS				
• Valeur	23,5	17,3	15,9	17,4
• Prix	1,8	1,1	1,0	1,5
• Volume	21,3	16,0	14,7	15,7

* Véhicules pour handicapés physiques.
Source : DREES, Comptes de la santé.

Prothèses, orthèses, VHP

La consommation de prothèses (au sens large incluant les orthèses et les VHP) avait connu un ralentissement au début des années quatre-vingt-dix. Depuis 2000 la croissance se maintient à un niveau élevé en valeur et en volume.

Petits matériels et pansements

Ce poste est d'une grande hétérogénéité. Il comprend plus de 6 000 lignes de nomenclature.

De tous les soins et biens médicaux, ce sont les dépenses d'articles et pansements qui connaissent la plus forte progression : depuis 1990, leur valeur a été multipliée par plus de seize. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt dix, le taux de progression s'est situé autour de 30 % par an. Depuis l'année 2000, le taux de croissance est de l'ordre de 17 % en valeur.

VI • la consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique

La consommation individualisable de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique s'élève à 3,0 milliards d'euros en 2002 (tableau 32). Le taux d'augmentation (4,9 % en valeur par rapport à 2001) reste inférieur à la tendance de la période 1990-1995.

Seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables, ce qui minore l'importance réelle des dépenses de prévention en partie incluses dans les dépenses de soins. Il faut souligner, par ailleurs, que les délais de disponibilité de certaines informations leur donnent un caractère très provisoire.

Le poste médecine préventive des Comptes de la santé comprend à cet égard deux volets :

- *la médecine préventive proprement dite et les dépistages*

Ce sont les actes médicaux statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants

tableau 32 ● consommation de services de médecine préventive

	Taux d'accroissements annuels en %				Montants 2002 (en millions d'euros)
	90-95	2000	2001	2002	
MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	4,6	4,3	4,3	5,3	2 666
• Médecine du travail	4,5	4,7	4,3	3,6	1 294
• Médecine scolaire	5,4	3,0	7,0	3,9	440
• PMI et planning familial	5,3	3,0	3,0	11,3	512
• Prophylaxie, dépistages, examens	3,2	6,1	3,1	5,2	419
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	9,9	4,1	6,3	1,4	297
TOTAL	5,0	4,3	4,5	4,9	2 963

Source : DREES, Comptes de la santé.

scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) qui sont en revanche effectués en ville sont statistiquement confondus dans les remboursements de soins et ignorés. Seuls les vaccins qui sont, désormais, déclarés à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), font l'objet d'un suivi statistique ;

- *les programmes spécifiques de santé publique*

Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies ou sur les comportements et situations à risque (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme, sida, actions en direction des populations à risques).

LA DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ

La dépense courante de santé décrit l'ensemble des versements intervenus durant une année au titre de la santé (dépenses en capital exclues).

Elle regroupe :

- la consommation de soins et biens médicaux,
- les dépenses d'aides aux malades (indemnités journalières),
- les dépenses de subventions au système de soins (prise en charge des cotisations sociales des médecins du Secteur I et des autres praticiens conventionnés),
- les dépenses de prévention regroupant la médecine préventive et les missions de santé publique à caractère général,
- la recherche médicale et pharmaceutique,
- la formation des professionnels de la santé,
- les dépenses de gestion générale de la santé (fonctionnement du ministère de la Santé, gestion des prestations de soins par les mutuelles et les administrations privées intervenant dans le domaine de la santé).

En 2002, le montant de la dépense courante de santé s'élève à 157,9 milliards d'euros. Elle représente 10,38 % du PIB, soit une augmentation de 0,31 point par rapport à 2001, supérieure à celle observée en 2001 par rapport à 2000 (0,16 point).

Le tableau 34 présente l'évolution et la structure de la dépense courante de santé depuis 2000. L'augmentation en valeur est de +6,3 % en 2002, rythme sensiblement supérieur à celui de 2001 (+5,6 %). Son accélération suit celle de la consommation de soins et de biens médicaux.

tableau 33 ● dépense courante de santé en 2002

	Montants 2002 (en millions d'euros)	Structure (en %)
DÉPENSES POUR LES MALADES	147 714	93,5
• Soins et biens médicaux*	136 289	86,3
• Aides aux malades	9 624	6,1
• Subventions au système de soins	1 801	1,1
DÉPENSES DE PRÉVENTION	3 702	2,3
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	6 984	4,4
• Recherche	6 215	3,9
• Formation	769	0,5
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	2 816	1,8
DOUBLE COMPTE**	-3 299	-2,1
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	157 916	100,0
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (P.I.B.)	1 520 800	

* La différence entre cette évaluation et celle du tableau 01 concerne l'hôpital public ; le tableau 01 évalue la consommation de soins, alors que le tableau ci-dessus retrace l'ensemble des financements.

** Dépenses de recherche pharmaceutique financées en partie par la vente des médicaments et par les dépenses de recherche clinique des hôpitaux financées par la dotation globale.

Source : DREES, Comptes de la santé.

tableau 34 ● évolution et structure de la dépense courante de santé (en %)

	Évolution annuelle (en %)			Structure (en %)		
	2000	2001	2002	1999	2000	2001
DÉPENSES POUR LES MALADES	5,5	5,6	6,3	93,5	93,5	93,5
• Soins et biens médicaux	5,3	5,6	6,1	86,5	86,5	86,3
DÉPENSES DE PRÉVENTION	4,0	4,4	5,3	2,4	2,4	2,3
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	2,1	2,6	10,5	4,4	4,3	4,4
• Recherche	2,1	2,6	11,2	3,9	3,8	3,9
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	11,7	5,5	4,2	1,8	1,8	1,8
DOUBLE COMPTE	-	-	-	-2,1	-1,9	-2,1
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	5,7	5,6	6,3	100,0	100,0	100,0
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (P.I.B.)	4,8	3,9	3,1			

Source : DREES, Comptes de la santé.

2^{ème} partie ■

LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX

L'analyse du financement de cette partie de la dépense de santé, est celle réalisée au profit des producteurs de soins⁴ et des distributeurs de biens médicaux⁵. Elle se fonde sur l'évolution des dépenses consenties par l'assurance maladie, l'État et les collectivités locales, les mutuelles, institutions de prévoyance et sociétés d'assurance ainsi que par les ménages.

Les taux de couverture des dépenses par la Sécurité sociale se mesurent par le rapport entre les remboursements des régimes sociaux et l'ensemble de la dépense de soins et de biens médicaux (remboursables et non remboursables).

4 - Hôpitaux, cabinets libéraux, laboratoires d'analyses.

5 - Officines pharmaceutiques et autres distributeurs de biens médicaux.

I • structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

La part de la Sécurité sociale dans la couverture de l'ensemble des dépenses de soins et de biens médicaux progresse entre 2001 et 2002 pour atteindre 75,7 % soit 0,3 point de plus qu'en 2001. Cette évolution s'explique en grande partie par la prise en charge des dépenses de santé des hôpitaux militaires par les organismes de Sécurité sociale sous la forme d'une dotation globale hospitalière. Simultanément, la part revenant à l'État diminue de 0,3 point en raison de la disparition de ces charges de fonctionnement des hôpitaux militaires, mais également en raison de la diminution du nombre de bénéficiaires de la CMU complémentaire en 2002. Les Comptes de l'année 2002 confirment en revanche la poursuite des autres tendances, caractérisées par la diminution de la part du financement laissée à la charge des ménages alors que les assurances, les institutions de prévoyance et les mutuelles voient leur contribution s'accroître.

tableau 35 ● structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

	En %				
	1990	1995	2000	2001	2002
• Sécurité sociale	76,1	75,7	75,3	75,4	75,7
• État, collectivités locales	1,1	1,1	1,2	1,3	1,0
• Mutuelles	6,1	6,9	7,2	7,4	7,5
• Sociétés d'assurance	16,7	3,1	2,6	2,6	2,7
• Institutions de prévoyance		1,5	2,2	2,4	2,5
• Ménages		11,7	11,4	11,0	10,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DREES, Comptes de la santé.

II • structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

La part de la Sécurité sociale dans le financement du secteur hospitalier est la plus élevée de tous les postes de dépenses de soins et biens médicaux. Elle augmente de 0,3 point en 2002. Cette progression importante s'explique par la prise en charge des dépenses de santé des hôpitaux militaires par les organismes de Sécurité sociale sous la forme d'une dotation globale hospitalière. Simultanément, la part revenant à l'État diminue de 0,3 point en raison de la disparition de leurs charges de fonctionnement dans les charges de l'État.

tableau 36 ● structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

	En %				
	1990	1995	2000	2001	2002
• Sécurité sociale	90,8	91,6	91,2	91,2	91,5
• État, collectivités locales ou CMU	1,4	1,1	1,1	1,2	0,9
• Mutuelles	1,7	2,1	2,2	2,3	2,4
• Sociétés d'assurance	6,2	0,7	0,7	0,7	0,8
• Institutions de prévoyance		0,7	0,8	0,9	0,9
• Ménages		4,2	3,9	3,6	3,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DREES, Comptes de la santé.

III • structure de financement des prestataires de soins ambulatoires

La part versée par la Sécurité sociale diminue de 0,1 point en 2002 de même que celle des concours de l'État. C'est la diminution du nombre de bénéficiaires de la CMU complémentaire en 2002 qui explique cette dernière évolution.

Par contre, la participation des assurances et des institutions de prévoyance progresse respectivement de 0,2 et 0,3 point alors que la participation directe des ménages se stabilise entre 2001 et 2002.

tableau 37 ● structure de financement des prestataires de soins ambulatoires
(médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)

	En %				
	1990	1995	2000	2001	2002
• Sécurité sociale	64,8	63,9	63,9	64,1	64,0
• État, collectivités locales et CMU	0,8	1,1	1,2	1,4	1,3
• Mutuelles	10,0	11,5	12,3	12,2	12,0
• Sociétés d'assurance	24,4	5,9	4,7	4,6	4,8
• Institutions de prévoyance		2,9	3,7	3,9	4,2
• Ménages		15,1	14,3	13,8	13,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DREES, *Comptes de la santé*.

IV • structure de financement des distributeurs de biens médicaux

Entre 1995 et 2002 le taux de remboursement par la Sécurité sociale a augmenté de 4,8 points. Cette évolution s'explique notamment par un glissement de la consommation vers les médicaments les mieux remboursés, auquel s'ajoute en 2002 un accroissement du poids relatif des remboursements à 100 % : la part de la Sécurité sociale augmente ainsi de nouveau de plus d'un point entre 2001 et 2002.

tableau 38 ● structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optiques, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)

	En %				
	1990	1995	2000	2001	2002
• Sécurité sociale	55,8	54,9	57,9	58,6	59,7
• État, collectivités locales	0,8	1,0	1,2	1,3	1,1
• Mutuelles	11,6	12,0	11,2	11,5	11,9
• Sociétés d'assurance	31,7	5,1	3,9	3,8	4,0
• Institutions de prévoyance		2,6	3,4	3,5	3,5
• Ménages		24,4	22,3	21,3	19,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DREES, Comptes de la santé.

annexes

- I • PART DE LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ
DANS LE PIB DANS LES PAYS DE L'OCDE
- II • LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER
DE 1990 À 2002
- III • LA PRÉVENTION
- IV • LA RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE
- V • LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons internationales au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : elle est évaluée à partir de la dépense courante de santé en défalquant les indemnités journalières, les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant la formation brute de capital fixe du secteur hospitalier public.

Dans ce cadre harmonisé, et sur des données provisoires, l'OCDE évalue à 9,5 % la part de la dépense nationale de santé dans le PIB en France en 2001. Les données semi-définitives établies pour l'année 2001 dans les présents Comptes de la santé confirment ce ratio.

Les dernières données disponibles pour tous les pays de l'OCDE sont relatives à l'année 2001. Elles situent la France au cinquième rang derrière les États-Unis (13,9 %), la Suisse (10,9 %), l'Allemagne (10,7 %) et le Canada (9,7 %). La part des dépenses de santé dans le PIB en France retrouve en 2001 son niveau de 1995. Elle croît au total de 0,9 point de PIB depuis 1990. De ce point de vue, la France se place en position moyenne, au quinzième rang des pays de l'OCDE, soit au même niveau que les Pays-Bas et assez loin derrière la Suisse (hausse de 2,4 points) ou l'Allemagne (hausse de 2,2 points).

part de la dépense nationale de santé dans le PIB

	en %							
	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	8,5	10,6	10,9	10,7	10,6	10,6	10,6	10,7
Australie	7,8	8,2	8,4	8,5	8,6	8,7	8,9	
Autriche	7,1	8,6	8,7	8,0	8,0	8,0	8,0	7,7
Belgique	7,4	8,6	8,8	8,4	8,4	8,5	8,6	9,0
Canada	9,0	9,2	9,0	8,9	9,1	9,1	9,2	9,7
Corée	4,8	4,7	4,9	5,0	5,1	5,6	5,9	
Danemark	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,3	8,6
Espagne	6,7	7,6	7,6	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5
Etats-Unis	11,9	13,3	13,2	13,0	13,0	13,0	13,1	13,9
Finlande	7,8	7,5	7,6	7,3	6,9	6,9	6,7	7,0
France	8,6	9,5	9,5	9,4	9,3	9,3	9,3	9,5
Grèce	7,4	9,6	9,6	9,4	9,4	9,6	9,4	9,4
Hongrie	0,0	7,5	7,2	7,0	6,9	6,8	6,7	6,8
Irlande	6,1	6,8	6,6	6,4	6,2	6,2	6,4	6,5
Islande	8,0	8,4	8,4	8,2	8,6	9,5	9,3	9,2
Italie	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,2	8,4
Japon	5,9	6,8	6,9	6,8	7,1	7,5	7,6	
Luxembourg	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,1	5,6	
Mexique	4,5	5,7	5,2	5,4	5,2	5,5	5,6	6,6
Norvège	7,7	7,9	7,9	7,8	8,5	8,5	7,7	8,3
Nouvelle-Zélande	6,9	7,2	7,2	7,5	8,0	7,9	8,0	8,2
Pays-Bas	8,0	8,4	8,3	8,2	8,6	8,7	8,6	8,9
Pologne	5,3	6,0	6,4	6,1	6,4	6,2	6,0	6,3
Portugal	6,2	8,3	8,5	8,6	8,6	8,7	9,0	9,2
Royaume-Uni	6,0	7,0	7,0	6,8	6,9	7,2	7,3	7,6
République Slovaque	0,0	0,0	0,0	5,9	5,8	5,8	5,7	5,7
République Tchèque	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,3
Suisse	8,5	10,0	10,4	10,4	10,6	10,7	10,7	10,9
Suède	8,2	8,1	8,4	8,2	8,3	8,4	8,4	8,7
Turquie	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8			

Copyright ECO-SANTÉ OCDE 2003 2^{ème} édition.

annexe 2 ■

LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2002

Les Comptes du secteur public hospitalier sont établis chaque année.

Ces comptes sont cohérents avec les agrégats des Comptes de la santé :

- **la consommation médicale totale ;**
- **la dépense courante de santé.**

Ils sont intégrés dans les Comptes nationaux présentés en mai ou juin à la Commission des Comptes de la nation.

Les comptes de 1990 à 2000 sont des comptes définitifs.

Les comptes des années 2001 et 2002 seront corrigés au cours des deux années qui viennent, au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données statistiques.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Consommation intermédiaire	8 119	• Prestations de services non marchands	28 626
• Valeur ajoutée brute	24 342	- dont paiements partiels	3 006
TOTAL EMPLOIS	32 461	• Ventes	3 835
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	32 461
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	15 960		
- charges sociales	5 440		
- impôts sur la production	1 710		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 232		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Transferts courants et divers	698	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 232
• Intérêts versés	617	• Dotation globale	27 176
• Primes d'assurance-dommage	87	• Transferts courants divers	34
• Dépenses d'exploitation		• Conventions internationales	144
non couvertes par les recettes propres	25 620	• Intérêts reçus	26
• Solde : épargne	1 590	TOTAL RESSOURCES	28 611
TOTAL EMPLOIS	28 611		

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Formation brute de capital fixe	2 158	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 590
• Solde :		• Aide à l'investissement	243
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement	-325		
TOTAL EMPLOIS	1 833	TOTAL RESSOURCES	1 833

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Consommation intermédiaire	8 629	• Prestations de services non marchands	30 263
• Valeur ajoutée brute	25 724	- dont paiements partiels	3 113
		• Ventes	4 090
TOTAL EMPLOIS	34 353	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	34 353
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	16 806		
- charges sociales	5 725		
- impôts sur la production	1 819		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 374		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Transferts courants et divers	733	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 374
• Intérêts versés	680	• Dotation globale	28 589
• Primes d'assurance-dommage	91	• Transferts courants divers	35
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	27 150	• Conventions internationales	152
• Solde : épargne	1 523	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	30 177	TOTAL RESSOURCES	30 177

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Formation brute de capital fixe	2 458	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 523
• Solde :	-660	• Aide à l'investissement	275
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 798	TOTAL RESSOURCES	1 798

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Consommation intermédiaire	8 971	• Prestations de services non marchands	32 301
• Valeur ajoutée brute	27 671	- dont paiements partiels	3 269
TOTAL EMPLOIS	36 642	• Ventes	4 341
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	36 642
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	18 118		
- charges sociales	6 096		
- impôts sur la production	1 965		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 492		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Transferts courants et divers	779	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 492
• Intérêts versés	708	• Dotation globale	30 545
• Primes d'assurance-dommage	95	• Transferts courants divers	37
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	29 032	• Conventions internationales	171
• Solde : épargne	1 659	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	32 272	TOTAL RESSOURCES	32 272

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Formation brute de capital fixe	2 711	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 659
• Solde :	-747	• Aide à l'investissement	305
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 964	TOTAL RESSOURCES	1 964

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Consommation intermédiaire	10 091	• Prestations de services non marchands	34 267
• Valeur ajoutée brute	29 205	- dont paiements partiels	3 286
TOTAL EMPLOIS	39 296	• Ventes	5 029
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	39 296
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	19 047		
- charges sociales	6 394		
- impôts sur la production	2 086		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 678		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Transferts courants et divers	738	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 678
• Intérêts versés	677	• Dotation globale	32 550
• Primes d'assurance-dommages	103	• Transferts courants divers	367
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	30 981	• Conventions internationales	158
• Solde : épargne	2 285	• Intérêts reçus	30
TOTAL EMPLOIS	34 784	TOTAL RESSOURCES	34 784

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Formation brute de capital fixe	2 856	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 285
• Solde :	-378	• Aide à l'investissement	193
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 478	TOTAL RESSOURCES	2 478

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Consommation intermédiaire	10 386	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	35 778 3 451
• Valeur ajoutée brute	30 632	• Ventas	5 240
TOTAL EMPLOIS	41 018	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	41 018
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	19 928		
- charges sociales	6 695		
- impôts sur la production	2 216		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 793		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Transferts courants et divers	667	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 793
• Intérêts versés	671	• Dotation globale	33 939
• Primes d'assurance-dommages	123	• Transferts courants divers	324
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	32 327	• Conventions internationales	148
• Solde : épargne	2 445	• Intérêts reçus	28
TOTAL EMPLOIS	36 232	TOTAL RESSOURCES	36 232

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Formation brute de capital fixe	2 904	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 445
• Solde :	-181	• Aide à l'investissement	278
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 723	TOTAL RESSOURCES	2 723

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Consommation intermédiaire	10 709	• Prestations de services non marchands	37 708
• Valeur ajoutée brute	32 503	- dont paiements partiels	3 590
TOTAL EMPLOIS	43 212	• Ventes	5 504
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	43 212
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	20 826		
- charges sociales	7 424		
- impôts sur la production	2 369		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 884		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Transferts courants et divers	684	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 884
• Intérêts versés	669	• Dotation globale	35 854
• Primes d'assurance-dommage	133	• Transferts courants divers	441
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	34 119	• Conventions internationales	146
• Solde : épargne	2 746	• Intérêts reçus	25
TOTAL EMPLOIS	38 351	TOTAL RESSOURCES	38 351

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Formation brute de capital fixe	2 855	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 746
• Solde :	163	• Aide à l'investissement	272
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 018	TOTAL RESSOURCES	3 018

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Consommation intermédiaire	10 859	• Prestations de services non marchands	38 854
• Valeur ajoutée brute	33 496	- dont paiements partiels	3 848
TOTAL EMPLOIS	44 355	• Ventas	5 501
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	44 355
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	21 432		
- charges sociales	7 619		
- impôts sur la production	2 450		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 995		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Transferts courants et divers	735	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 995
• Intérêts versés	655	• Dotation globale	36 625
• Primes d'assurance-dommages	150	• Transferts courants divers	463
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 006	• Conventions internationales	124
• Solde : épargne	2 687	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	39 234	TOTAL RESSOURCES	39 234

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Formation brute de capital fixe	2 985	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 687
• Solde :	-39	• Aide à l'investissement	259
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 946	TOTAL RESSOURCES	2 946

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Consommation intermédiaire	11 056	• Prestations de services non marchands	39 269
• Valeur ajoutée brute	33 945	- dont paiements partiels	3 919
TOTAL EMPLOIS	45 001	• Ventes	5 732
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	45 001
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	21 802		
- charges sociales	7 728		
- impôts sur la production	2 328		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 087		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Transferts courants et divers	752	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 087
• Intérêts versés	611	• Dotation globale	37 057
• Primes d'assurance-dommage	129	• Transferts courants divers	440
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 350	• Conventions internationales	127
• Solde : épargne	2 893	• Intérêts reçus	24
TOTAL EMPLOIS	39 736	TOTAL RESSOURCES	39 736

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Formation brute de capital fixe	2 783	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 893
• Solde :	362	• Aide à l'investissement	252
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 145	TOTAL RESSOURCES	3 145

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Consommation intermédiaire	11 494	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	41 040 3 959
• Valeur ajoutée brute	35 523	• Ventes	5 977
TOTAL EMPLOIS	47 017	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	47 017
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	22 807		
- charges sociales	8 066		
- impôts sur la production	2 448		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 203		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Transferts courants et divers	753	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 203
• Intérêts versés	578	• Dotation globale	38 548
• Primes d'assurance-dommage	132	• Transferts courants divers	463
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	37 081	• Conventions internationales	133
• Solde : épargne	2 823	• Intérêts reçus	21
TOTAL EMPLOIS	41 368	TOTAL RESSOURCES	41 368

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Formation brute de capital fixe	2 862	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 823
• Solde :	93	• Aide à l'investissement	131
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 955	TOTAL RESSOURCES	2 955

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Consommation intermédiaire	11 962	• Prestations de services non marchands	42 209
• Valeur ajoutée brute	36 637	- dont paiements partiels	3 965
TOTAL EMPLOIS	48 599	• Ventes	6 390
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	48 599
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	23 483		
- charges sociales	8 328		
- impôts sur la production	2 548		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 278		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Transferts courants et divers	824	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 278
• Intérêts versés	532	• Dotation globale	39 461
• Primes d'assurance-dommage	101	• Transferts courants divers	525
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	38 244	• Conventions internationales	127
• Solde : épargne	2 709	• Intérêts reçus	19
TOTAL EMPLOIS	42 411	TOTAL RESSOURCES	42 411

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Formation brute de capital fixe	3 005	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 709
• Solde :	-166	• Aide à l'investissement	130
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 839	TOTAL RESSOURCES	2 839

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Consommation intermédiaire	12 301	• Prestations de services non marchands	43 727
• Valeur ajoutée brute	38 144	- dont paiements partiels	4 071
TOTAL EMPLOIS	50 445	• Ventas	6 718
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	50 445
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	24 365		
- charges sociales	8 723		
- impôts sur la production	2 672		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 384		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Transferts courants et divers	764	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 384
• Intérêts versés	537	• Dotation globale	40 843
• Primes d'assurance-dommages	112	• Transferts courants divers	762
• Dépenses d'exploitation		• Conventions internationales	131
non couvertes par les recettes propres	39 656	• Intérêts reçus	19
• Solde : épargne	3 070	TOTAL RESSOURCES	44 140
TOTAL EMPLOIS	44 140		

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Formation brute de capital fixe	3 074	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 070
• Solde :	138	• Aide à l'investissement	142
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 212	TOTAL RESSOURCES	3 212

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Consommation intermédiaire	13 113	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	45 671 4 092
• Valeur ajoutée brute	39 751	• Ventes	7 193
TOTAL EMPLOIS	52 864	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	52 864
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	25 372		
- charges sociales	9 120		
- impôts sur la production	2 774		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 485		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Transferts courants et divers	752	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 485
• Intérêts versés	532	• Dotation globale	42 563
• Primes d'assurance-dommage	111	• Transferts courants divers	799
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	41 579	• Conventions internationales	125
• Solde : épargne	3 018	• Intérêts reçus	20
TOTAL EMPLOIS	45 992	TOTAL RESSOURCES	45 992

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Formation brute de capital fixe	3 071	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 018
• Solde :	99	• Aide à l'investissement	152
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 170	TOTAL RESSOURCES	3 170

Source : INSEE, calculs DREES.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2002	RESSOURCES	2002
• Consommation intermédiaire	14 132	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	48 499 4 406
• Valeur ajoutée brute	42 645	• Ventes	8 277
TOTAL EMPLOIS	56 776	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	56 776
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	27 277		
- charges sociales	9 845		
- impôts sur la production	2 988		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 535		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2002	RESSOURCES	2002
• Transferts courants et divers	916	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 535
• Intérêts versés	498	• Dotation globale	45 003
• Primes d'assurance-dommage	115	• Transferts courants divers	1 196
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	44 093	• Conventions internationales	127
• Solde : épargne	3 259	• Intérêts reçus	20
TOTAL EMPLOIS	48 882	TOTAL RESSOURCES	48 882

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2002	RESSOURCES	2002
• Formation brute de capital fixe	3 475	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 259
• Solde :	-45	• Aide à l'investissement	170
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 429	TOTAL RESSOURCES	3 429

Source : INSEE, calculs DREES.

MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGE ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE

Cette rubrique de la dépense courante de santé comprend trois volets :

- La médecine préventive, la prophylaxie et les dépistages. Ce sont les actes médicaux statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les dépenses recensées à ce niveau ne concernent que les actes effectués dans le cadre de programmes financés par les collectivités publiques (PMI, santé scolaire...), les fonds de prévention de l'assurance maladie et les entreprises (pour ce qui concerne la médecine du travail). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) qui sont en revanche effectués en ville sont statistiquement confondus dans les remboursements de soins et sont ignorés. Ils n'ont pu faire que l'objet d'une estimation ponctuelle pour l'année 1992 (dans l'enquête décennale Santé). Seuls les vaccins qui, désormais, sont déclarés à l'AFSSAPS, font l'objet d'un suivi statistique ;

- Les programmes spécifiques de santé publique. Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies ou sur les comportements et situations à risque (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme, sida, actions en direction des populations à risques) ;

Ces deux premières rubriques font partie de la consommation médicale totale.

- Les missions de santé publique à caractère général. Elles regroupent la protection de la santé (observation/veille/alerte, sécurité sanitaire et hygiène du milieu) et la promotion de la santé (information, sensibilisation, éducation). Les financements correspondants proviennent du ministère de la Santé, des établissements publics sanitaires placés sous sa tutelle et des collectivités locales ;

- En outre, seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables, ce qui minore l'importance réelle

des dépenses de prévention. On ne prend en effet pas en compte l'activité médicale qui a un caractère préventif non isolable et qui est incluse dans la consommation de soins et de biens médicaux.

Le tableau ci-après présente un détail des évaluations correspondantes.

médecine préventive, dépistages et autres missions de santé publique			
	en millions d'euros		
	2000	2001	2002
1. MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	2 405	2 531	2 675
• PMI et planning familial	447	460	512
• Santé scolaire	396	423	440
• Médecine du travail	1 198	1 249	1 294
• Vaccinations	286	286	302
- obligatoires	119	135	143
- recommandés	77	64	64
- dont hépatite B	40	30	28
- grippe	61	63	63
- autres	29	25	32
• Double compte vaccinations (-)	-247	-231	-243
• Dépistages	325	343	369
- Cancers	36	43	42
- MST	30	31	35
- Tuberculose	70	72	79
- Examens de santé	140	143	148
- Non ventilé	48	53	65
2. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	290	301	297
• Pratiques addictives (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme...)	175	184	164
• SIDA	80	80	75
• Autres	36	37	58
3. MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	665	697	697
• Prévention des risques professionnels (hors médecine du travail)	310	314	314
• Protection de la santé	326	352	352
- Observation, veille, alerte	21	21	21
- Sécurité sanitaire	190	212	212
- Hygiène du milieu	116	120	120
• Promotion de la santé			
- Education/information	29	30	30
- Autres			
TOTAL (1+2 +3)	3 361	3 529	3 669

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE

	en millions d'euros		
	2000	2001	2002
FINANCEMENTS BUDGÉTAIRES	2 424	2 571	2 787
• Budget civil de R et D	1 708	1 839	1 994
• Autres	717	732	793
AUTRES FINANCEMENTS	3 022	3 015	3 418
• Industries pharmaceutiques)	2 903	2 897	3 299
• Secteur associatif	119	119	119
TOTAL	5 446	5 586	6 205

Source : ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

La gestion générale du système de santé comprend actuellement trois éléments :

- les frais de gestion des mutuelles ;
- les frais de gestion du ministère chargé de la Santé ;
- les frais de gestion de certaines administrations privées.

Les frais de gestion maladie des organismes de Sécurité sociale ne sont pas pris en compte. L'évaluation des dépenses de gestion liées aux liquidations des prestations en nature des risques maladie, maternité et accidents de travail, présente pour l'instant trop d'incertitudes.

Toutefois, la totalité des frais de gestion des principaux organismes sociaux qui gèrent, entre autres activités, les risques concernés est présentée « hors cadre » et à titre strictement indicatif dans le tableau ci-dessous

Montants en valeur

	en millions d'euros		
	2000	2001	2002
FRAIS DE GESTION			
• des mutuelles(hors oeuvres sociales)	2 025	2 141	2 231
• du ministère de la Santé	344	359	373
• des administrations privées	185	195	204
TOTAL GESTION GÉNÉRALE	2 554	2 695	2 808
Pour mémoire : frais de gestion totaux des principaux organismes de protection sociale gérant le risque (1)	6 779	6 975	7 516

(1) CnamTS, Canam, MSA, Mines, Camac, Enim (marins), SNCF, CNMSS (militaires).

Sources : Comptes de la Protection sociale et Comptabilité des organismes.

TABLEAUX DÉTAILLÉS

- consommation médicale totale •
- consommation de soins et de biens médicaux •
- dépenses courantes de santé •
- dépenses de santé par opération de financement •

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	38 008	39 956	42 608	45 013	46 802	49 106	50 565	51 225	52 345	53 250	54 996	57 337	60 742
• Soins hospitaliers	37 233	39 079	41 604	43 878	45 525	47 722	49 098	49 691	50 723	51 534	53 140	55 364	58 451
- publics	28 075	29 636	31 603	33 536	34 991	36 841	37 929	38 292	40 009	41 112	42 587	44 504	46 877
- privés	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	10 881	11 169	11 399	10 714	10 422	10 553	10 860	11 574
dont frais de séjour	6 635	6 808	7 277	7 588	7 698	8 020	8 243	8 516	7 697	7 477	7 628	7 955	8 495
dont honoraires médecins-analyses	2 523	2 636	2 724	2 754	2 836	2 861	2 927	2 883	3 017	2 944	2 926	2 905	3 079
• Soins sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972	2 292
- publiques	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359	1 581
- privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613	710
2. SOINS AMBULATOIRES	22 075	23 494	24 939	26 084	26 279	27 564	28 103	28 531	29 584	30 697	32 093	33 727	36 206
• Médecins	10 257	10 846	11 605	12 219	12 422	13 240	13 444	13 748	14 252	14 785	15 362	15 828	16 939
• Auxiliaires Médicaux	3 971	4 330	4 622	4 874	5 017	5 314	5 486	5 444	5 694	6 073	6 483	6 849	7 489
- infirmiers	1 968	2 162	2 331	2 498	2 579	2 732	2 802	2 798	2 904	3 095	3 313	3 432	3 759
- masseurs-kinésithérapeutes	1 736	1 866	1 970	2 030	2 076	2 187	2 261	2 214	2 338	2 484	2 643	2 876	3 123
- autres	267	302	320	345	363	395	423	432	452	494	526	541	607
• Dentistes	4 889	5 237	5 505	5 675	5 753	5 838	6 032	6 144	6 294	6 337	6 575	7 153	7 557
• Analyses	2 198	2 283	2 379	2 468	2 262	2 359	2 339	2 383	2 507	2 627	2 819	3 009	3 317
• Cures Thermales	759	797	828	847	826	814	802	813	837	874	854	888	904
- forfait soins	254	261	267	277	273	269	267	283	290	298	287	297	304
- hôtellerie	505	536	561	571	553	545	535	530	546	576	567	591	600
3. TRANSPORTS DE MALADES	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 026	2 221
4. MÉDICAMENTS	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 198	28 572
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	2 943	3 431	3 703	3 991	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 617	7 391	8 077
• Optique	1 770	2 074	2 239	2 364	2 490	2 540	2 594	2 607	2 697	2 837	3 234	3 585	3 758
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 033	1 192	1 254	1 352	1 448	1 468	1 493	1 392	1 439	1 540	1 705	1 863	2 037
• Petits matériels et pansements	141	166	211	275	341	405	542	751	1 009	1 430	1 678	1 944	2 282
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	78 495	83 773	89 162	94 356	97 086	101 939	104 441	106 312	110 235	114 502	120 780	127 679	135 818
6. MÉDECINE PRÉVENTIVE	1 739	1 826	1 948	2 039	2 155	2 239	2 331	2 428	2 496	2 591	2 703	2 824	2 963
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 427	2 531	2 666
- médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 249	1 294
- médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423	440
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460	512
- dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	386	398	419
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	276	293	297
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	80 234	85 599	91 110	96 395	99 241	104 178	106 773	108 740	112 731	117 093	123 483	130 503	138 781

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE • 1990-2002

en millions d'euros

Source : DREES, Comptes de la santé.

Soins et biens médicaux	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	105,3	105,1	106,6	105,6	104,0	104,9	103,0	101,3	102,2	101,7	103,3	104,3	105,9
• Soins hospitaliers	105,1	105,0	106,5	105,5	103,8	104,8	102,9	101,2	102,1	101,6	103,1	104,2	105,6
- publics	105,6	105,6	106,6	106,1	104,3	105,3	103,0	101,0	104,5	102,8	103,6	104,5	105,3
- privés	103,5	103,1	105,9	103,4	101,9	103,3	102,6	102,1	94,0	97,3	101,3	102,9	106,6
dont frais de séjour	103,9	102,6	106,9	104,3	101,5	104,2	102,8	103,3	90,4	97,1	102,0	104,3	106,8
dont honoraires médecins-analyses	102,5	104,5	103,3	101,1	103,0	100,9	102,3	98,5	104,6	97,6	99,4	99,3	106,0
• Soins sections médicalisées	112,3	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3	116,2
- publiques	111,5	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1	116,3
- privées	114,9	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6	115,9
2. SOINS AMBULATOIRES	104,5	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,5	105,1	107,4
• Médecins	105,2	105,7	107,0	105,3	101,7	106,6	101,5	102,3	103,7	103,7	103,9	103,0	107,0
• Auxiliaires Médicaux	106,0	109,0	106,7	105,5	102,9	105,9	103,2	99,2	104,6	106,7	106,7	105,6	109,3
- infirmiers	106,8	109,9	107,8	107,2	103,2	106,0	102,5	99,9	103,8	106,6	107,0	103,6	109,5
- masseurs-kinésithérapeutes	104,7	107,5	105,6	103,1	102,2	105,4	103,4	97,9	105,6	106,3	106,4	108,8	108,6
- autres	108,2	113,4	106,0	107,7	105,1	108,9	107,2	102,1	104,5	109,3	106,6	102,8	112,2
• Dentistes	103,6	107,1	105,1	103,1	101,4	101,5	103,3	101,9	102,4	100,7	103,8	108,8	105,7
• Analyses	101,4	103,9	104,2	103,7	91,6	104,3	99,2	101,9	105,2	104,8	107,3	106,7	110,2
• Cures Thermales	101,4	105,0	103,9	102,4	97,5	98,5	98,5	101,4	102,9	104,4	97,7	104,0	101,8
- forfait soins	101,2	102,7	102,2	103,8	98,7	98,5	99,2	105,8	102,8	102,5	96,3	103,5	102,4
- hôtellerie	101,5	106,1	104,7	101,7	96,9	98,5	98,2	99,1	103,0	105,5	98,5	104,3	101,5
3. TRANSPORTS DE MALADES	106,7	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	108,8	109,6
4. MÉDICAMENTS	106,1	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	107,9	105,1
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	108,4	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,9	111,7	109,3
• Optique	107,5	117,2	108,0	105,6	105,3	102,0	102,1	100,5	103,5	105,2	114,0	110,8	104,8
• Prothèses, orthèses, VHP*	107,3	115,4	105,2	107,8	107,1	101,4	101,7	93,2	103,4	107,0	110,7	109,3	109,4
• Petits matériels et pansements	123,5	118,2	126,7	130,5	124,1	118,7	133,9	138,5	134,4	141,7	117,3	115,9	117,4
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	105,4	106,7	106,4	105,8	102,9	105,0	102,5	101,8	103,7	103,9	105,5	105,7	106,4
6. MÉDECINE PRÉVENTIVE	105,2	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	103,8	104,3	104,5	104,9
• Médecine préventive et de dépistage	104,8	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	104,3	104,3	105,3
- médecine du travail	104,6	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	104,3	103,6
- médecine scolaire	105,6	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	107,0	103,9
- PMI et planning familial	105,8	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0	111,3
- dépistage et vaccins	103,3	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	106,1	103,1	105,2
• Programmes spécifiques de santé publique	110,2	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	104,1	106,3	101,4
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	105,4	106,7	106,4	105,8	103,0	105,0	102,5	101,8	103,7	103,9	105,5	105,7	106,3

* Véhicules pour handicapés physiques

Source : DREES, Comptes de la santé.

CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE • 1990-2002

TABLEAUX DÉTAILLÉS

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2002

Indices des prix : base 100 année précédente

Soins et biens médicaux	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	102,9	102,6	103,0	103,1	102,3	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	102,2	102,5	104,0
• Soins hospitaliers	102,8	102,6	103,0	103,1	102,2	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	102,2	102,5	103,9
- publics	103,0	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	101,7	102,7	102,6	103,8
- privés	102,3	101,5	102,0	102,6	102,6	102,7	102,2	101,2	100,7	99,5	100,6	102,2	104,4
<i>dont frais de séjour</i>	<i>102,2</i>	<i>101,3</i>	<i>101,7</i>	<i>103,0</i>	<i>102,8</i>	<i>102,4</i>	<i>102,7</i>	<i>101,5</i>	<i>100,6</i>	<i>99,2</i>	<i>100,7</i>	<i>103,3</i>	<i>103,9</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>102,4</i>	<i>101,9</i>	<i>102,9</i>	<i>101,4</i>	<i>102,0</i>	<i>103,6</i>	<i>101,0</i>	<i>100,5</i>	<i>100,9</i>	<i>100,4</i>	<i>100,3</i>	<i>99,3</i>	<i>105,6</i>
• Soins sections médicalisées	103,8	103,7	104,2	103,7	103,8	103,8	102,4	101,1	101,2	102,4	102,4	102,6	104,8
- publiques	103,0	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	102,2	102,7	102,4	104,6
- privées	106,5	106,3	107,2	105,2	109,2	104,9	104,5	101,8	101,2	102,7	101,8	103,0	105,2
2. SOINS AMBULATOIRES	101,8	101,3	101,9	101,1	101,5	103,4	101,0	100,7	100,6	100,5	100,5	99,0	103,0
• Médecins	102,5	102,0	103,1	101,5	102,1	103,8	101,1	100,5	101,0	100,6	100,6	100,6	106,2
• Auxiliaires Médicaux	101,4	100,0	100,9	101,0	101,5	103,8	101,0	101,0	100,5	101,5	100,2	99,2	104,7
• Dentistes	101,3	101,0	100,9	100,9	100,6	103,0	101,0	100,9	99,9	99,7	101,2	95,6	95,4
• Analyses	100,4	100,0	100,0	100,0	100,2	102,0	100,2	100,1	100,0	99,2	98,3	98,4	102,1
• Cures Thermales	102,4	103,9	103,2	101,4	101,3	102,2	101,7	100,9	101,2	101,7	102,0	101,8	104,5
- forfait soins	101,0	101,2	100,9	99,1	101,2	102,8	100,8	100,7	100,8	101,0	100,2	99,6	103,7
- hôtellerie	103,1	105,2	104,4	102,6	101,4	101,9	102,1	101,0	101,4	102,0	102,9	102,9	104,9
3. TRANSPORTS DE MALADES	102,2	102,4	102,4	100,8	103,0	102,3	101,6	102,3	100,8	102,9	101,6	103,3	102,1
4. MÉDICAMENTS	100,6	100,5	100,7	100,7	100,2	100,9	100,7	100,1	100,0	99,8	99,6	98,9	98,9
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	102,8	104,7	103,6	102,7	101,8	101,4	101,5	100,2	100,7	100,8	100,7	101,0	101,3
• Optique	103,7	105,1	104,8	104,1	102,4	102,0	102,1	99,7	100,9	101,5	100,5	101,1	101,4
• Prothèses, orthèses, VHP*	101,6	104,1	101,7	100,7	101,0	100,5	100,7	100,7	100,4	100,0	100,8	100,7	100,9
• Petits matériels et pansements	101,8	103,8	101,9	101,1	101,1	100,9	101,1	100,8	100,5	100,2	101,1	101,0	101,5
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	102,1	101,9	102,3	102,0	101,6	102,8	101,4	100,7	100,7	100,8	101,1	100,7	102,4

* Véhicules pour handicapés physiques

Source : DREES, Comptes de la santé.

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2002

indices de volume-base 100 année précédente

TABLEAUX DÉTAILLÉS

Soins et biens médicaux	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	102,3	102,4	103,5	102,5	101,7	101,5	101,1	100,4	101,1	100,4	101,0	101,7	101,9
• Soins hospitaliers	102,2	102,3	103,4	102,3	101,5	101,5	101,0	100,3	101,0	100,3	100,9	101,6	101,6
- publics	102,5	102,5	103,2	102,8	102,2	101,7	101,2	100,2	103,2	101,0	100,9	101,8	101,4
- privés	101,2	101,6	103,8	100,8	99,3	100,6	100,4	100,8	93,4	97,7	100,7	100,7	102,1
<i>dont frais de séjour</i>	<i>101,6</i>	<i>101,3</i>	<i>105,1</i>	<i>101,2</i>	<i>98,7</i>	<i>101,7</i>	<i>100,1</i>	<i>101,8</i>	<i>89,8</i>	<i>97,9</i>	<i>101,3</i>	<i>100,9</i>	<i>102,8</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>100,2</i>	<i>102,5</i>	<i>100,4</i>	<i>99,7</i>	<i>100,9</i>	<i>97,4</i>	<i>101,3</i>	<i>98,0</i>	<i>103,7</i>	<i>97,2</i>	<i>99,1</i>	<i>100,0</i>	<i>100,4</i>
• Soins sections médicalisées	108,2	109,1	110,0	109,0	108,4	104,4	103,5	103,4	104,5	103,4	105,5	103,6	110,9
- publiques	108,3	109,2	109,9	108,5	108,8	105,0	102,9	102,6	102,5	102,6	103,8	101,6	111,2
- privées	107,9	108,8	110,3	110,5	107,2	102,7	105,4	105,8	110,1	105,4	109,8	108,3	110,2
2. SOINS AMBULATOIRES	102,7	105,1	104,2	103,4	99,3	101,4	100,9	100,9	103,1	103,2	104,1	106,1	104,2
• Médecins	102,7	103,7	103,8	103,7	99,6	102,7	100,4	101,7	102,6	103,1	103,3	102,4	100,8
• Auxiliaires Médicaux	104,5	109,0	105,8	104,4	101,4	102,0	102,2	98,3	104,1	105,1	106,5	106,5	104,4
• Dentistes	102,3	106,0	104,2	102,2	100,8	98,5	102,3	100,9	102,6	101,0	102,5	113,8	110,8
• Analyses	101,0	103,9	104,2	103,7	91,5	102,2	99,0	101,8	105,2	105,6	109,1	108,5	108,0
• Cures Thermales	99,0	101,1	100,6	100,9	96,2	96,4	96,9	100,5	101,7	102,7	95,8	102,2	97,4
- forfait soins	100,1	101,5	101,3	104,8	97,5	95,9	98,4	105,1	102,0	101,5	96,1	104,0	98,8
- hôtellerie	98,5	100,9	100,3	99,1	95,5	96,7	96,2	98,2	101,6	103,4	95,7	101,3	96,7
3. TRANSPORTS DE MALADES	104,4	108,9	107,8	102,3	101,7	101,6	97,7	98,4	108,2	105,2	107,1	105,3	107,4
4. MÉDICAMENTS	105,5	108,5	105,0	107,2	102,0	104,9	100,8	103,2	106,0	107,0	109,9	109,1	106,2
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	105,5	111,4	104,2	104,9	105,3	101,7	103,3	102,4	107,6	112,0	113,1	110,6	107,9
• Optique	103,7	111,5	103,0	101,4	102,9	100,0	100,0	100,8	102,5	103,7	113,4	109,6	103,4
• Prothèses, orthèses, VHP*	105,6	110,9	103,4	107,1	106,0	100,9	101,0	92,6	103,0	107,0	109,8	108,5	108,4
• Petits matériels et pansements	121,4	113,9	124,3	129,0	122,8	117,6	132,4	137,4	133,7	141,4	116,0	114,7	115,7
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	103,2	104,7	104,1	103,7	101,2	102,2	101,1	101,1	102,9	103,1	104,3	104,9	103,9

* Véhicules pour handicapés physiques

Source : DREES, Comptes de la santé.

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2002

en millions d'euros 1995

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	43 758	44 819	46 396	47 559	48 363	49 106	49 652	49 845	50 399	50 615	51 124	51 975	52 953
• Soins hospitaliers	42 823	43 799	45 274	46 336	47 037	47 722	48 219	48 363	48 851	49 015	49 437	50 228	51 016
- publics	32 577	33 386	34 465	35 439	36 216	36 841	37 295	37 353	38 566	38 964	39 319	40 041	40 617
- privés	10 246	10 413	10 809	10 897	10 821	10 881	10 924	11 010	10 285	10 051	10 118	10 187	10 399
<i>dont frais de séjour</i>	<i>7 412</i>	<i>7 507</i>	<i>7 890</i>	<i>7 987</i>	<i>7 883</i>	<i>8 020</i>	<i>8 026</i>	<i>8 170</i>	<i>7 340</i>	<i>7 188</i>	<i>7 281</i>	<i>7 349</i>	<i>7 551</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>2 834</i>	<i>2 906</i>	<i>2 919</i>	<i>2 910</i>	<i>2 938</i>	<i>2 861</i>	<i>2 898</i>	<i>2 840</i>	<i>2 945</i>	<i>2 863</i>	<i>2 837</i>	<i>2 838</i>	<i>2 848</i>
• Soins sections médicalisées	935	1 020	1 122	1 223	1 326	1 384	1 433	1 482	1 548	1 600	1 687	1 747	1 937
- publiques	700	764	840	911	992	1 041	1 071	1 099	1 126	1 155	1 199	1 218	1 355
- privées	235	256	282	312	334	343	362	383	422	445	488	529	582
2. SOINS AMBULATOIRES	24 177	25 400	26 459	27 365	27 178	27 565	27 825	28 064	28 929	29 870	31 087	32 994	34 416
• Médecins	11 603	12 029	12 484	12 950	12 894	13 240	13 298	13 531	13 888	14 322	14 792	15 150	15 267
• Auxiliaires Médicaux	4 264	4 649	4 918	5 135	5 208	5 314	5 432	5 337	5 554	5 836	6 218	6 622	6 916
• Dentistes	5 209	5 524	5 756	5 880	5 925	5 838	5 972	6 028	6 182	6 243	6 401	7 284	8 067
• Analyses	2 246	2 334	2 431	2 522	2 307	2 359	2 334	2 376	2 499	2 641	2 882	3 126	3 375
• Cures Thermales	855	864	870	878	844	814	789	792	806	828	794	812	791
- forfait soins	267	271	275	288	281	269	265	278	284	288	277	288	284
- hôtellerie	588	593	595	590	563	545	524	514	522	540	517	524	507
3. TRANSPORTS DE MALADES	1 170	1 274	1 373	1 405	1 429	1 452	1 418	1 395	1 509	1 588	1 700	1 790	1 922
4. MÉDICAMENTS	14 857	16 117	16 920	18 134	18 494	19 404	19 567	20 195	21 408	22 898	25 163	27 447	29 153
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	3 389	3 777	3 932	4 121	4 339	4 413	4 559	4 671	5 025	5 628	6 365	7 040	7 598
• Optique	2 119	2 363	2 434	2 469	2 540	2 540	2 540	2 561	2 626	2 722	3 087	3 384	3 499
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 117	1 239	1 281	1 372	1 455	1 468	1 483	1 373	1 414	1 513	1 661	1 802	1 954
• Petits matériels et pansements	153	175	217	280	344	405	536	737	985	1 393	1 617	1 854	2 145
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	87 351	91 387	95 080	98 584	99 803	101 940	103 021	104 170	107 270	110 599	115 439	121 246	126 042

* Véhicules pour handicapés physiques

Source : DREES, Comptes de la santé.

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2002

Indices de volume-base 100 en 1995

TABLEAUX DÉTAILLÉS

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	89,1	91,3	94,5	96,8	98,5	100,0	101,1	101,5	102,6	103,1	104,1	105,8	107,8
• Soins hospitaliers	89,7	91,8	94,9	97,1	98,6	100,0	101,0	101,3	102,4	102,7	103,6	105,3	106,9
- publics	88,4	90,6	93,6	96,2	98,3	100,0	101,2	101,4	104,7	105,8	106,7	108,7	110,2
- privés	94,2	95,7	99,3	100,1	99,4	100,0	100,4	101,2	94,5	92,4	93,0	93,6	95,6
dont frais de séjour	92,4	93,6	98,4	99,6	98,3	100,0	100,1	101,9	91,5	89,6	90,8	91,6	94,2
dont honoraires médecins-analyses	99,1	101,6	102,0	101,7	102,7	100,0	101,3	99,3	102,9	100,1	99,2	99,2	99,5
• Soins sections médicalisées	67,6	73,7	81,1	88,4	95,8	100,0	103,5	107,1	111,8	115,6	121,9	126,2	140,0
- publiques	67,2	73,4	80,7	87,5	95,3	100,0	102,9	105,6	108,2	111,0	115,2	117,0	130,2
- privées	68,5	74,6	82,2	91,0	97,4	100,0	105,5	111,7	123,0	129,7	142,3	154,2	169,7
2. SOINS AMBULATOIRES	87,7	92,1	96,0	99,3	98,6	100,0	100,9	101,8	104,9	108,4	112,8	119,7	124,9
• Médecins	87,6	90,9	94,3	97,8	97,4	100,0	100,4	102,2	104,9	108,2	111,7	114,4	115,3
• Auxiliaires Médicaux	80,2	87,5	92,5	96,6	98,0	100,0	102,2	100,4	104,5	109,8	117,0	124,6	130,1
• Dentistes	89,2	94,6	98,6	100,7	101,5	100,0	102,3	103,3	105,9	106,9	109,6	124,8	138,2
• Analyses	95,2	98,9	103,1	106,9	97,8	100,0	98,9	100,7	105,9	112,0	122,2	132,5	143,1
• Cures Thermales	105,0	106,1	106,9	107,9	103,7	100,0	96,9	97,3	99,0	101,7	97,5	99,8	97,2
- forfait soins	99,3	100,7	102,2	107,1	104,5	100,0	98,5	103,3	105,6	107,1	103,0	107,1	105,6
- hôtellerie	107,9	108,8	109,2	108,3	103,3	100,0	96,1	94,3	95,8	99,1	94,9	96,1	93,0
3. TRANSPORTS DE MALADES	80,6	87,7	94,6	96,8	98,4	100,0	97,7	96,1	103,9	109,4	117,1	123,3	132,4
4. MÉDICAMENTS	76,6	83,1	87,2	93,5	95,3	100,0	100,8	104,1	110,3	118,0	129,7	141,5	150,2
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	76,8	85,6	89,1	93,4	98,3	100,0	103,3	105,8	113,9	127,5	144,2	159,5	172,2
• Optique	83,4	93,0	95,8	97,2	100,0	100,0	100,0	100,8	103,4	107,2	121,5	133,2	137,8
• Prothèses, orthèses, VHP*	76,1	84,4	87,3	93,5	99,1	100,0	101,0	93,5	96,3	103,1	113,1	122,8	133,1
• Petits matériels et pansements	37,8	43,2	53,6	69,1	84,9	100,0	132,3	182,0	243,2	344,0	399,3	457,8	529,6
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	85,7	89,6	93,3	96,7	97,9	100,0	101,1	102,2	105,2	108,5	113,2	118,9	123,6

* Véhicules pour handicapés physiques

Source : DREES, Comptes de la santé.

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	79 982	85 189	90 489	95 721	98 489	103 522	106 030	107 775	111 526	115 577	121 703	128 467	136 289
• Soins aux particuliers	62 620	66 037	70 167	73 794	75 881	79 705	81 697	82 669	84 802	86 734	89 874	93 877	99 640
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	39 494	41 372	43 935	46 377	48 204	50 689	52 154	52 688	53 637	54 326	55 919	58 125	61 213
- soins hospitaliers	38 720	40 496	42 931	45 242	46 927	49 305	50 687	51 154	52 015	52 609	54 063	56 152	58 922
<i>publics</i>	<i>29 562</i>	<i>31 052</i>	<i>32 931</i>	<i>34 900</i>	<i>36 394</i>	<i>38 424</i>	<i>39 518</i>	<i>39 755</i>	<i>41 301</i>	<i>42 187</i>	<i>43 510</i>	<i>45 292</i>	<i>47 348</i>
<i>privés</i>	<i>9 158</i>	<i>9 444</i>	<i>10 000</i>	<i>10 342</i>	<i>10 534</i>	<i>10 881</i>	<i>11 169</i>	<i>11 399</i>	<i>10 714</i>	<i>10 422</i>	<i>10 553</i>	<i>10 860</i>	<i>11 574</i>
dont honoraires médecins-analyses	2 523	2 636	2 724	2 754	2 836	2 861	2 927	2 883	3 017	2 944	2 926	2 905	3 079
- soins en sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972	2 292
publiques	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359	1 581
privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613	710
- soins ambulatoires	22 075	23 494	24 939	26 084	26 279	27 564	28 103	28 531	29 584	30 697	32 093	33 727	36 206
- transports de malades	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 026	2 221
• Médicaments	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 198	28 572
• Autres biens médicaux	2 943	3 431	3 703	3 991	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 617	7 391	8 077
12. AIDE AUX MALADES	5 576	6 084	6 387	6 404	6 341	6 651	6 694	6 649	7 065	7 487	8 162	8 763	9 624
13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)	845	924	1 184	1 340	1 433	1 471	1 421	1 487	1 549	1 623	1 620	1 673	1 801
1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES	86 404	92 197	98 060	103 465	106 262	111 644	114 145	115 910	120 141	124 687	131 485	138 902	147 714
21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE	1 739	1 826	1 948	2 039	2 155	2 239	2 331	2 428	2 496	2 591	2 703	2 824	2 963
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 427	2 531	2 666
- Médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 249	1 294
- Médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423	440
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460	512
- Dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	386	398	419
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	276	293	297
22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	277	331	361	414	452	481	504	530	564	648	665	692	739
2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION	2 016	2 157	2 309	2 452	2 607	2 720	2 835	2 958	3 060	3 239	3 368	3 516	3 702
31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE	3 056	3 265	3 562	3 904	4 126	4 358	4 533	4 620	4 669	5 336	5 446	5 586	6 215
32. DÉPENSES DE FORMATION	523	563	563	585	601	614	620	635	686	699	717	734	769
3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	3 579	3 827	4 125	4 488	4 728	4 971	5 154	5 255	5 355	6 036	6 164	6 321	6 984
4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE	1 407	1 477	1 542	1 646	1 785	1 904	2 003	2 084	2 188	2 292	2 561	2 702	2 816
5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE	-1 581	-1 714	-1 858	-2 163	-2 327	-2 454	-2 576	-2 673	-2 800	-3 153	-2 903	-2 897	-3 299
TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -	91 825	97 944	104 177	109 888	113 055	118 786	121 561	123 535	127 944	133 101	140 674	148 544	157 916

Source : DREES, Comptes de la santé.

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ • 1990-2002

en millions d'euros

Soins et biens médicaux	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	106,5	106,2	105,8	102,9	105,1	102,4	101,6	103,5	103,6	105,3	105,6	106,1
• Soins aux particuliers	105,5	106,3	105,2	102,8	105,0	102,5	101,2	102,6	102,3	103,6	104,5	106,1
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	104,8	106,2	105,6	103,9	105,2	102,9	101,0	101,8	101,3	102,9	103,9	105,3
- soins hospitaliers	104,6	106,0	105,4	103,7	105,1	102,8	100,9	101,7	101,1	102,8	103,9	104,9
<i>publics</i>	<i>105,0</i>	<i>106,1</i>	<i>106,0</i>	<i>104,3</i>	<i>105,6</i>	<i>102,8</i>	<i>100,6</i>	<i>103,9</i>	<i>102,1</i>	<i>103,1</i>	<i>104,1</i>	<i>104,5</i>
<i>privés</i>	<i>103,1</i>	<i>105,9</i>	<i>103,4</i>	<i>101,9</i>	<i>103,3</i>	<i>102,6</i>	<i>102,1</i>	<i>94,0</i>	<i>97,3</i>	<i>101,3</i>	<i>102,9</i>	<i>106,6</i>
dont honoraires médecins-analyses	104,5	103,3	101,1	103,0	100,9	102,3	98,5	104,6	97,6	99,4	99,3	106,0
- soins en sections médicalisées	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3	116,2
publics	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1	116,3
privées	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6	115,9
- soins ambulatoires	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,5	105,1	107,4
- transports de malades	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	108,8	109,6
• Médicaments	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	107,9	105,1
• Autres biens médicaux	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,9	111,7	109,3
12. AIDE AUX MALADES	109,1	105,0	100,3	99,0	104,9	100,7	99,3	106,3	106,0	109,0	107,4	109,8
13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)	109,3	128,2	113,2	106,9	102,7	96,6	104,6	104,2	104,8	99,8	103,2	107,7
1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES	106,7	106,4	105,5	102,7	105,1	102,2	101,5	103,6	103,8	105,5	105,6	106,3
21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	103,8	104,3	104,5	104,9
• Médecine préventive et de dépistage	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	104,3	104,3	105,3
- Médecine du travail	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	104,3	103,6
- Médecine scolaire	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	107,0	103,9
- PMI et planning familial	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0	111,3
- Dépistage et vaccins	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	106,1	103,1	105,2
• Programmes spécifiques de santé publique	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	104,1	106,3	101,4
22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	119,5	108,9	114,8	109,4	106,3	104,8	105,1	106,5	114,8	102,7	104,0	106,9
2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION	107,0	107,0	106,2	106,3	104,3	104,2	104,3	103,5	105,8	104,0	104,4	105,3
31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE	106,8	109,1	109,6	105,7	105,6	104,0	101,9	101,1	114,3	102,1	102,6	111,2
32. DÉPENSES DE FORMATION	107,5	100,1	103,8	102,9	102,0	101,1	102,4	108,0	101,9	102,6	102,4	104,7
3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	106,9	107,8	108,8	105,3	105,2	103,7	102,0	101,9	112,7	102,1	102,6	110,5
4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE	105,0	104,4	106,8	108,5	106,7	105,2	104,0	105,0	104,7	111,7	105,5	104,2
5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE	108,4	108,4	116,4	107,6	105,4	105,0	103,8	104,8	112,6	92,1	99,8	113,9
TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -	106,7	106,4	105,5	102,9	105,1	102,3	101,6	103,6	104,0	105,7	105,6	106,3

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ • 1990-2002

Indices de valeur-base 100 année précédente

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1990

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	IP - SA* Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres			
Dépenses												
Hôpitaux publics et PSPH	553	1	26 571	365			123			362	1 587	29 562
Hôpitaux privés	7 947			50						314	847	9 158
Sections médicalisées	488		287									774
- publiques	316		287									603
- privées	171											171
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	8 988	1	26 858	415			123			676	2 434	39 494
- Médecins**	7 048	4	318	108						1 045	1 735	10 257
- Auxiliaires	3 085	1		18						259	608	3 971
- Dentistes	2 044			12						591	2 241	4 889
Laboratoires d'analyses	1 594			15						256	333	2 198
Etablissements thermaux	193	23		22						48	474	759
Sous-total : Soins ambulatoires	13 965	28	318	175						2 198	5 391	22 075
Transports de malades	992	12		2						16	28	1 051
Total : Prestataires de soins	23 944	41	27 176	592			123			2 890	7 853	62 620
Officines pharmaceutiques	8 740	31		119						1 766	3 764	14 419
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	926			24						251	1 742	2 943
Total : biens médicaux	9 666	31		143						2 016	5 507	17 362
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	33 610	72	27 176	735			123			4 906	13 360	79 982
Aide aux malades (indemnités journalières)	5 576											5 576
Aide indirecte (subventions)					845							845
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	39 186	72	27 176	735	845	0	123	0	0	4 906	13 360	86 404
Service de médecine préventive, dépistages ...	144						819		776			1 739
Missions de santé publique à caractère général						185	92					277
TOTAL : PRÉVENTION	144					185	911		776			2 016
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			79				1 396		1 581			3 056
FORMATION			0		2		453		32		36	523
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ			0				214	1 079	115			1 407
DOUBLE-COMPTÉ			-79						-1 502			-1 581
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	39 330	72	27 176	735	847	185	3 096	1 079	1 002	4 906	13 396	91 825

en millions d'euros

* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances ** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	IP - SA* Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres			
Dépenses												
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	27 910	365			124			378	1 636	31 052
Hôpitaux privés	8 167			50						335	892	9 444
Sections médicalisées	547		330									876
- publiques	348		330									678
- privées	198											198
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	9 352	1	28 240	415			124			713	2 527	41 372
- Médecins**	7 527	4	349	106						1 071	1 789	10 846
- Auxiliaires	3 428	1		18						266	617	4 330
- Dentistes	2 106			11						644	2 475	5 237
Laboratoires d'analyses	1 667			14						276	326	2 283
Etablissements thermaux	203	23		20						50	500	797
Sous-total : Soins ambulatoires	14 932	28	349	170						2 307	5 708	23 494
Transports de malades	1 109	13		2						17	30	1 171
Total : Prestataires de soins	25 393	42	28 589	587			124			3 036	8 266	66 037
Officines pharmaceutiques	9 420	43		117						1 814	4 328	15 721
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 079			24						314	2 015	3 431
Total : biens médicaux	10 499	43		141						2 128	6 342	19 152
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	35 891	84	28 589	728			124			5 165	14 608	85 189
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 084											6 084
Aide indirecte (subventions)					924							924
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	41 976	84	28 589	728	924		124			5 165	14 608	92 197
Service de médecine préventive, dépistages ...	150						851	825				1 826
Missions de santé publique à caractère général						235	96					331
TOTAL : PRÉVENTION	150					235	947	825				2 157
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			84				1 466	1 714				3 265
FORMATION					6		487	34			36	563
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							202	1 154	121			1 477
DOUBLE-COMPTÉ			-84					-1 630				-1 714
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	42 126	84	28 589	728	930	235	3 226	1 154	1 064	5 165	14 643	97 944

* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances

** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1991

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1992

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	Sécurité sociale			État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Hôpitaux publics et PSPH	760	1	29 779	358				134		406	167	73	1 253	32 931	
Hôpitaux privés	8 624			49						377	133	72	746	10 000	
Sections médicalisées	630		374											1 004	
- publiques	396		374											770	
- privées	234													234	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 014	1	30 153	406				134		783	300	145	1 999	43 935	
- Médecins*	7 987	4	392	108						1 204	598	279	1 033	11 605	
- Auxiliaires	3 656	1		17						277	146	34	491	4 622	
- Dentistes	2 161			11						731	592	204	1 807	5 505	
Laboratoires d'analyses	1 751			14						287	162	61	104	2 379	
Etablissements thermaux	206	23		20						51	15	13	499	828	
Sous-total : Soins ambulatoires	15 761	29	392	170						2 550	1 513	592	3 933	24 939	
Transports de malades	1 226	13		3						18	11	2	21	1 293	
Total : Prestataires de soins	27 000	42	30 545	579				134		3 351	1 823	738	5 954	70 167	
Officines pharmaceutiques	10 018	52		112						1 898	744	344	3 452	16 620	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 169			21						361	204	120	1 827	3 703	
Total : biens médicaux	11 187	52		134						2 259	948	464	5 279	20 323	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	38 187	94	30 545	713				134		5 610	2 772	1 202	11 233	90 489	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 387													6 387	
Aide indirecte (subventions)					1 184									1 184	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	44 574	94	30 545	713	1 184			134		5 610	2 772	1 202	11 233	98 060	
Service de médecine préventive, dépistages ...	169							907	872					1 948	
Missions de santé publique à caractère général							260	100						361	
TOTAL : PRÉVENTION	169						260	1 008	872					2 309	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			88					1 616	1 858					3 562	
FORMATION					9			484	35				36	563	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								211	1 203	128				1 542	
DOUBLE-COMPTE			-88						-1 770					-1 858	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	44 743	94	30 545	713	1 192	260	3 453	1 203	1 122	5 610	2 772	1 202	11 269	104 177	

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1993

TABLEAUX DÉTAILLÉS

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	694	1	31 730	342			145			431	189	98	1 269	34 900
Hôpitaux privés	8 963			47						431	146	92	663	10 342
Sections médicalisées	719		415											1 135
- publiques	447		415											863
- privées	272													272
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 377	1	32 146	389			145			862	335	190	1 933	46 377
- Médecins*	8 353	3	404	113						1 310	642	281	1 113	12 219
- Auxiliaires	3 873	1		20						277	154	36	514	4 874
- Dentistes	2 152			12						813	630	226	1 842	5 675
Laboratoires d'analyses	1 772			15						288	171	56	167	2 468
Etablissements thermaux	211	23		20						54	18	11	510	847
Sous-total : Soins ambulatoires	16 361	27	404	179						2 742	1 615	610	4 146	26 084
Transports de malades	1 268	13		2						22	12	2	14	1 333
Total : Prestataires de soins	28 005	40	32 550	570			145			3 627	1 962	801	6 093	73 794
Officines pharmaceutiques	10 794	59		120						2 031	806	346	3 780	17 936
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 291			23						419	227	129	1 902	3 991
Total : biens médicaux	12 085	59		143						2 450	1 034	475	5 683	21 927
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	40 090	99	32 550	713			145			6 077	2 996	1 276	11 775	95 721
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 404													6 404
Aide indirecte (subventions)					1 340									1 340
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	46 494	99	32 550	713	1 340		145			6 077	2 996	1 276	11 775	103 465
Service de médecine préventive, dépistages ...	166						964	909						2 039
Missions de santé publique à caractère général						285	129							414
TOTAL : PRÉVENTION	166					285	1 093	909						2 452
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			95				1 648	2 161						3 904
FORMATION					9		503	36					37	585
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							227	1 284	134					1 646
DOUBLE-COMPTÉ			-95					-2 068						-2 163
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	46 659	99	32 550	713	1 348	285	3 617	1 284	1 171	6 077	2 996	1 276	11 812	109 888

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1994

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	680	1	33 075	350			148			463	206	110	1 360	36 394
Hôpitaux privés	9 104			48						488	160	104	630	10 534
Sections médicalisées	820		457											1 277
- publiques	501		457											958
- privées	319													319
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 604	1	33 532	397			148			951	366	214	1 991	48 204
- Médecins *	8 249	3	406	158						1 504	728	320	1 054	12 422
- Auxiliaires	3 953	1		35						329	162	41	497	5 017
- Dentistes	2 101			22						891	626	258	1 854	5 753
Laboratoires d'analyses	1 587			22						308	163	64	118	2 262
Etablissements thermaux	204	21		20						64	18	12	489	826
Sous-total : Soins ambulatoires	16 092	25	406	256						3 096	1 697	695	4 013	26 279
Transports de malades	1 328	11		2						22	15	2	16	1 397
Total : Prestataires de soins	28 024	37	33 939	656			148			4 069	2 079	911	6 019	75 881
Officines pharmaceutiques	10 698	66		178						2 224	919	392	3 852	18 329
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 413			23						477	248	148	1 970	4 279
Total : biens médicaux	12 111	66		202						2 700	1 168	540	5 822	22 608
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	40 135	103	33 939	857			148			6 769	3 247	1 451	11 841	98 489
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 341													6 341
Aide indirecte (subventions)					1 433									1 433
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	46 476	103	33 939	857	1 433		148			6 769	3 247	1 451	11 841	106 262
Service de médecine préventive, dépistages ...	172							1 036	947					2 155
Missions de santé publique à caractère général								294	158					452
TOTAL : PRÉVENTION	172							294	1 194	947				2 607
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			98					1 702	2 327					4 126
FORMATION					9			518	36				38	601
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								255	1 391	139				1 785
DOUBLE-COMPTÉ			-98							-2 230				-2 327
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	46 648	103	33 939	857	1 442	294	3 817	1 391	1 219	6 769	3 247	1 451	11 878	113 055

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

	Financements		Prestations de sécurité sociale		État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	Sécurité sociale			État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	677	1	34 921	348				146		548	199	89	1 495	38 424	
Hôpitaux privés	9 427			48						517	155	105	629	10 881	
Sections médicalisées	887		497											1 384	
- publiques	544		497											1 041	
- privées	343													343	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 991	1	35 417	396				146		1 065	354	194	2 124	50 689	
- Médecins*	8 852	3	437	191						1 481	709	395	1 171	13 240	
- Auxiliaires	4 175	1		45						333	159	35	566	5 314	
- Dentistes	2 144			29						967	596	293	1 809	5 838	
Laboratoires d'analyses	1 670			28						314	157	63	128	2 359	
Etablissements thermaux	202	19		20						63	17	13	481	814	
Sous-total : Soins ambulatoires	17 043	23	437	313						3 158	1 638	799	4 154	27 564	
Transports de malades	1 380	11		2						23	14	2	20	1 452	
Total : Prestataires de soins	29 415	34	35 854	711				146		4 245	2 006	996	6 298	79 705	
Officines pharmaceutiques	11 529	69		217						2 352	962	417	3 858	19 404	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 482			26						515	244	191	1 955	4 413	
Total : biens médicaux	13 012	69		243						2 868	1 206	608	5 813	23 817	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	42 426	103	35 854	954				146		7 113	3 212	1 603	12 111	103 522	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 651													6 651	
Aide indirecte (subventions)					1 471									1 471	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	49 077	103	35 854	954	1 471			146		7 113	3 212	1 603	12 111	111 644	
Service de médecine préventive, dépistages ...	181							1 086	972					2 239	
Missions de santé publique à caractère général						300	181							481	
TOTAL : PRÉVENTION	181					300	1 267		972					2 720	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			103				1 802		2 452					4 358	
FORMATION						9	528		38				38	614	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							285	1 474	144					1 904	
DOUBLE-COMPTÉ			-103						-2 350					-2 454	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	49 258	103	35 854	954	1 471	309	4 029	1 474	1 257	7 113	3 212	1 603	12 149	118 786	

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1995

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1996

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	711	1	35 638	352			151			520	220	104	1 820	39 518
Hôpitaux privés	9 606			48						612	174	121	608	11 169
Sections médicalisées	952		516											1 467
- publiques	573		516											1 089
- privées	378													378
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 268	1	36 154	401			151			1 132	394	225	2 428	52 154
- Médecins*	8 948	5	471	196						1 550	744	434	1 097	13 444
- Auxiliaires	4 338	1		49						345	174	41	538	5 486
- Dentistes	2 202			31						1 021	622	326	1 830	6 032
Laboratoires d'analyses	1 676			29						322	162	68	82	2 339
Etablissements thermaux	202	17		18						66	20	12	467	802
Sous-total : Soins ambulatoires	17 366	23	471	324						3 304	1 720	882	4 013	28 103
Transports de malades	1 370	9		2						23	15	2	18	1 440
Total : Prestataires de soins	30 004	33	36 625	727			151			4 460	2 130	1 109	6 459	81 697
Officines pharmaceutiques	11 721	77		237						2 477	991	449	3 752	19 704
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 616			23						579	268	219	1 923	4 629
Total : biens médicaux	13 337	77		260						3 056	1 259	668	5 675	24 333
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	43 342	110	36 625	987			151			7 516	3 389	1 777	12 134	106 030
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 694													6 694
Aide indirecte (subventions)					1 421									1 421
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	50 036	110	36 625	987	1 421		151			7 516	3 389	1 777	12 134	114 145
Service de médecine préventive, dépistages ...	185						1 137		1 009					2 331
Missions de santé publique à caractère général							304		200					504
TOTAL : PRÉVENTION	185						304		1 337					2 835
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			98				1 853		2 582					4 533
FORMATION						9	535		38				38	620
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							292	1 564	147					2 003
DOUBLE-COMPTÉ			-98						-2 478					-2 576
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	50 221	110	36 625	987	1 421	313	4 167	1 564	1 298	7 516	3 389	1 777	12 173	121 561

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1997

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	651	1	36 007	368			162			524	207	117	1 719	39 755
Hôpitaux privés	9 828			50						622	168	136	595	11 399
Sections médicalisées	995		539											1 533
- publiques	587		539											1 126
- privées	407													407
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 474	1	36 545	418			162			1 146	374	253	2 314	52 688
- Médecins *	9 088	5	512	201						1 594	713	483	1 152	13 748
- Auxiliaires	4 303			54						336	151	45	555	5 444
- Dentistes	2 243			34						1 066	567	381	1 852	6 144
Laboratoires d'analyses	1 738			31						326	155	76	56	2 383
Établissements thermaux	213	15		16						69	18	15	467	813
Sous-total : Soins ambulatoires	17 586	20	512	336						3 391	1 605	999	4 082	28 531
Transports de malades	1 375	9		2						23	14	2	24	1 450
Total : Prestataires de soins	30 435	30	37 057	756			162			4 561	1 993	1 255	6 420	82 669
Officines pharmaceutiques	12 230	90		261						2 481	957	510	3 828	20 357
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 739			23						626	258	256	1 848	4 749
Total : biens médicaux	13 969	90		283						3 107	1 215	767	5 675	25 106
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	44 404	120	37 057	1 039			162			7 667	3 208	2 022	12 096	107 775
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 649													6 649
Aide indirecte (subventions)					1 487									1 487
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	51 053	120	37 057	1 039	1 487		162			7 667	3 208	2 022	12 096	115 910
Service de médecine préventive, dépistages ...	194						1 179		1 055					2 428
Missions de santé publique à caractère général						316	214							530
TOTAL : PRÉVENTION	194					316	1 393		1 055					2 958
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			100				1 841		2 679					4 619
FORMATION						9	552		36				38	635
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						3	301	1 631	149					2 084
DOUBLE-COMPTÉ			-100						-2 573					-2 672
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	51 248	120	37 057	1 039	1 487	328	4 250	1 631	1 346	7 667	3 208	2 022	12 133	123 535

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1998

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	736	1	37 464	377			166			530	214	156	1 657	41 301
Hôpitaux privés	8 963			51						639	172	172	716	10 714
Sections médicalisées	1 083		539											1 622
- publiques	629		539											1 168
- privées	454													454
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 782	1	38 003	429			166			1 169	387	328	2 373	53 637
- Médecins*	9 537	6	545	206						1 707	712	483	1 055	14 252
- Auxiliaires	4 500	1		55						348	158	39	594	5 694
- Dentistes	2 208			35						1 147	541	445	1 919	6 294
Laboratoires d'analyses	1 833			32						339	168	74	61	2 507
Etablissements thermaux	206	13		12						69	14	23	500	836
Sous-total : Soins ambulatoires	18 284	20	545	340						3 610	1 592	1 064	4 128	29 584
Transports de malades	1 495	8		2						26	14	3	34	1 581
Total : Prestataires de soins	30 561	28	38 548	771			166			4 805	1 993	1 395	6 535	84 802
Officines pharmaceutiques	12 967	103		267						2 598	974	533	4 137	21 579
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 999			22						712	285	265	1 861	5 145
Total : biens médicaux	14 965	103		289						3 311	1 259	798	5 999	26 724
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	45 527	132	38 548	1 060			166			8 116	3 252	2 193	12 534	111 526
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 065													7 065
Aide indirecte (subventions)					1 549									1 549
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	52 592	132	38 548	1 060	1 549		166			8 116	3 252	2 193	12 534	120 141
Service de médecine préventive, dépistages ...	193						1 208		1 095					2 496
Missions de santé publique à caractère général						320	244							564
TOTAL : PRÉVENTION	193					320	1 452		1 095					3 060
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			107				1 800		2 762					4 669
FORMATION						10	601		37				38	686
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						5	309	1 717	156					2 188
DOUBLE-COMPTÉ			-107						-2 694					-2 800
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	52 785	132	38 548	1 060	1 549	335	4 328	1 717	1 357	8 116	3 252	2 193	12 572	127 944

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1999

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent, de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	38 335	387			167			557	211	190	1 701	42 187
Hôpitaux privés	8 787			53						669	171	178	563	10 422
Sections médicalisées	1 147		570											1 717
- publiques	655		570											1 225
- privées	491													491
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 572	1	38 905	440			167			1 226	383	368	2 264	54 326
- Médecins*	9 906	5	557	209						1 773	698	487	1 151	14 785
- Auxiliaires	4 782			57						356	154	42	703	6 073
- Dentistes	2 219			36						1 187	519	468	1 887	6 337
Laboratoires d'analyses	1 931			33						345	163	80	76	2 627
Etablissements thermaux	208	11		12						77	14	24	528	874
Sous-total : Soins ambulatoires	19 045	16	557	346						3 738	1 548	1 101	4 345	30 697
Transports de malades	1 615	7		2						30	13	3	43	1 712
Total : Prestataires de soins	31 232	23	39 461	788			167			4 994	1 944	1 472	6 653	86 734
Officines pharmaceutiques	14 026	105		269						2 699	971	599	4 366	23 036
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	2 455			22						799	287	296	1 948	5 808
Total : biens médicaux	16 481	105		291						3 498	1 258	895	6 315	28 843
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	47 713	128	39 461	1 079			167			8 491	3 202	2 367	12 968	115 577
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 487													7 487
Aide indirecte (subventions)					1 623									1 623
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	55 200	128	39 461	1 079	1 623		167			8 491	3 202	2 367	12 968	124 687
Service de médecine préventive, dépistages ...	184						1 262		1 144					2 591
Missions de santé publique à caractère général						333	315							648
TOTAL : PRÉVENTION	184					333	1 577		1 144					3 239
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			151				2 077		3 109					5 336
FORMATION						10	610		41				38	699
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						6	327	1 795	164					2 292
DOUBLE-COMPTÉ			-151						-3 002					-3 153
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	55 384	128	39 461	1 079	1 623	349	4 758	1 795	1 456	8 491	3 202	2 367	13 006	133 101

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2000

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	636		39 649	385			168			569	215	240	1 648	43 510
Hôpitaux privés	8 863			53						685	174	220	558	10 553
Sections médicalisées	1 244		612											1 855
- publiques	695		612											1 306
- privées	549													549
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 742		40 261	438			168			1 254	390	460	2 205	55 919
- Médecins*	10 288	4	583	231						1 846	662	492	1 257	15 362
- Auxiliaires	5 105			46						384	151	61	736	6 483
- Dentistes	2 245			66						1 277	493	503	1 992	6 575
Laboratoires d'analyses	2 065			40						371	175	96	71	2 819
Etablissements thermaux	201	13		11						73	14	24	518	854
Sous-total : Soins ambulatoires	19 904	17	583	394						3 951	1 495	1 176	4 574	32 093
Transports de malades	1 754	8		10						32	13	6	40	1 862
Total : Prestataires de soins	32 400	26	40 843	841			168			5 237	1 898	1 641	6 819	89 874
Officines pharmaceutiques	15 520	138		349						2 684	969	733	4 820	25 212
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	2 775			43						894	284	358	2 263	6 617
Total : biens médicaux	18 295	138		392						3 577	1 253	1 091	7 083	31 829
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	50 695	164	40 843	1 233			168			8 814	3 151	2 732	13 902	121 703
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 162													8 162
Aide indirecte (subventions)					1 620									1 620
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	58 858	164	40 843	1 233	1 620		168			8 814	3 151	2 732	13 902	131 485
Service de médecine préventive, dépistages ...	201						1 303		1 198					2 703
Missions de santé publique à caractère général						339	326		0					665
TOTAL : PRÉVENTION	201					339	1 630		1 198					3 368
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE						0	2 424		3 022					5 446
FORMATION						10	626		43				39	717
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						7	344	2 025	185					2 561
DOUBLE-COMPTÉ									-2 903					-2 903
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	59 059	164	40 843	1 233	1 620	356	5 192	2 025	1 545	8 814	3 151	2 732	13 940	140 674

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2001

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	618		41 341	483			168			616	232	286	1 548	45 292
Hôpitaux privés	9 079			66						734	186	259	537	10 860
Sections médicalisées	1 344		628											1 972
- publiques	731		628											1 359
- privées	613													613
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 041		41 969	549			168			1 350	417	545	2 085	58 125
- Médecins*	10 629	4	594	235						1 880	687	549	1 251	15 828
- Auxiliaires	5 450			143						402	152	57	645	6 849
- Dentistes	2 504			42						1 367	514	584	2 141	7 153
Laboratoires d'analyses	2 208			41						387	181	100	92	3 009
Etablissements thermaux	208	13		10						78	14	25	540	888
Sous-total : Soins ambulatoires	20 999	17	594	472						4 113	1 547	1 315	4 670	33 727
Transports de malades	1 905	8		11						34	13	9	45	2 026
Total : Prestataires de soins	33 945	26	42 563	1 032			168			5 497	1 977	1 869	6 800	93 877
Officines pharmaceutiques	16 981	162		373						3 006	1 000	820	4 856	27 198
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 128			60						982	313	399	2 510	7 391
Total : biens médicaux	20 108	162		433						3 988	1 313	1 219	7 366	34 590
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	54 054	188	42 563	1 465			168			9 485	3 290	3 088	14 165	128 467
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 763													8 763
Aide indirecte (subventions)					1 673									1 673
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	62 817	188	42 563	1 465	1 673					9 485	3 290	3 088	14 165	138 902
Service de médecine préventive, dépistages ...	198							1 377	1 249					2 824
Missions de santé publique à caractère général						339		352						692
TOTAL : PRÉVENTION	198					339	1 730		1 249					3 516
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE								2 571	3 015					5 586
FORMATION						10	642		44				39	734
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						8	359	2 141	195					2 702
DOUBLE-COMPTÉ									-2 897					-2 897
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	63 014	188	42 563	1 465	1 673	357	5 469	2 141	1 607	9 485	3 290	3 088	14 204	148 544

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2002

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	339		43 668	459					673	257	296	1 656	47 348	
Hôpitaux privés	9 707			63					794	203	267	540	11 574	
Sections médicalisées	1 570		722										2 292	
- publiques	859		722										1 581	
- privées	710												710	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 616		44 390	522					1 466	460	563	2 196	61 213	
- Médecins*	11 312	4	613	226					2 012	779	630	1 363	16 939	
- Auxiliaires	5 977			136					425	166	66	719	7 489	
- Dentistes	2 589			38					1 364	609	689	2 267	7 557	
Laboratoires d'analyses	2 437			42					406	182	112	138	3 317	
Etablissements thermaux	214	13		12					124	13	29	499	904	
Sous-total : Soins ambulatoires	22 529	18	613	454					4 331	1 749	1 526	4 987	36 206	
Transports de malades	2 090	8		11					49	11	5	46	2 221	
Total : Prestataires de soins	36 234	26	45 003	987					5 847	2 221	2 094	7 229	99 640	
Officines pharmaceutiques	18 129	191		338					3 226	1 072	738	4 879	28 572	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 562			58					1 126	384	542	2 405	8 077	
Total : biens médicaux	21 691	191		396					4 352	1 455	1 281	7 284	36 649	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	57 925	217	45 003	1 383					10 198	3 676	3 374	14 513	136 289	
Aide aux malades (indemnités journalières)	9 624												9 624	
Aide indirecte (subventions)					1 801								1 801	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	67 549	217	45 003	1 383	1 801				10 198	3 676	3 374	14 513	147 713	
Service de médecine préventive, dépistages ...	207							1 462					2 963	
Missions de santé publique à caractère général						341		399					739	
TOTAL : PRÉVENTION	207					341		1 860					3 702	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE								2 787					6 215	
FORMATION						10		672				41	769	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						8		373	2 231				2 816	
DOUBLE-COMPTÉ													-3 299	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	67 756	217	45 003	1 383	1 801	359		5 693	2 231	1 673	10 198	3 676	3 374	14 553
														157 916

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.